**HISTOIRE DES IDEES POLITIQUES MODERNES**

**Chapitre 1. L’absolutisme. La pensée de Machiavel et de Hobbes.**

**Chapitre 2. La contestation de l’absolutisme. La pensée de Locke, Montesquieu et de Rousseau.**

**Chapitre 3. Présentation de la pensée d’Adam Smith. (biographie, la pensée économique, l’influence politique)**

**Chapitre 4. La pensée contre-révolutionnaire. (les fondements d’une autre modernité, Edmund Burke.)**

**Chapitre 5. Le libéralisme après la Révolution française. (généralités, pensée de Constant, Madame de Staël, les doctrinaires et de Tocqueville.)**

**Chapitre 6. Le socialisme français.**

**Chapitre 7. Le marxisme du XIXe : de l’avènement du socialisme, Marx, Engels & révisionnisme.**

**INTRODUCTION : qu’est-ce que l’histoire des idées politiques ?**

**Les premiers questionnements.**

Les Hommes se sont toujours interrogés depuis la nuit de temps et la vie en collectivité sur ce qui peut importer **au bien de la collectivité et du projet collectif**. Ils se sont aussi interrogés sur ce qui pouvait **fonder le droit** dans le cadre de cette collectivité, notamment le droit de pouvoir exercer un pouvoir sur un groupe d’hommes et sur ce qui pouvait justifier qu’un Homme justifie ses semblables. A ces questions politiques concernent la vie commune dans la cité (du grec *polis*) existent plusieurs réponses selon le corpus d’idées politiques.

**De l’importance de la chronologie.**

Une histoire des idées politiques présente a priori des difficultés car **les idées politiques sont corrélées à d’autres disciplines intellectuelles**, donc difficulté de la matière à traiter car il s’agit d’Histoire donc prise en considération du temps, il faut donc lutter contre les anachronismes. Nous sommes aussi à l’intersection d’autres disciplines voisines telles que la philosophie, la sociologie ou encore comme l’enseignement des religions. Il reste difficile de faire abstraction de ces proximités intellectuelles. Donc, une tension permanente entre **deux écueils d’enseignement** de l’histoire des idées politiques : être trop restrictif en se limitant au seul champ des idées politiques stricto sensu ou au contraire, être trop large au risque de diluer le politique dans la philosophie ou les sciences humaines en général.

Il s’agit donc d’élaborer avant tout l’Histoire et de ce point de vue, **le rapport au temps et à la chronologie s’impose** en particulier quand on étudie la genèse de la pensée d’un auteur. Il ne faut pas traiter de façon hors-sol les concepts philosophiques et politiques.

**La politique et ses origines.**

Ainsi, **la politique existe depuis l’origine de l’espèce humaine** y compris à l’époque de la Préhistoire. Dès l’Antiquité, les civilisations les plus anciennes ont été confrontées aux faits politiques avec l’élaboration d’Etats structurés et administrés. Si la politique existe dès la Préhistoire et dès les débuts de l’Histoire avec la construction des Etats, **la structuration d’un véritable corpus d’idées politiques** n’apparaît vraiment que chez les **Grecs** dès l’époque archaïque puis à l’époque classique, puis chez les **Romains**. Ce cours va laisser de côté tout le champ de la pensée politique antique et à sa suite médiévale, on ne va en faire qu’un bilan.

Ce cours commencera avec le début de l’époque moderne **au début de la Renaissance** avec le père de la science politique moderne, **Machiavel**. Si sous l’Antiquité la politique reste une discipline éthique, la problématique étant celle du bon souverain et du bon roi, avec **Machiavel** au contraire, on assiste à la **dissociation délibérée de la morale et de la politique**, grande rupture dans la pensée occidentale dont l’Occident va avoir du mal à se remettre. Cela va contribuer à faire de la politique avec le début de l’époque moderne une **science qui s’émancipe de la tutelle de la morale et de la religion**, ou tout au moins, plus qu’une science une recette du pouvoir et de sa conservation.

**L’historien des idées politiques se heurte aussi au problème de la subjectivité :**

* Subjectivité des auteurs eux-mêmes. De quelle manière hiérarchiser leurs différents apports ? Quelle partie de leur œuvre est la plus révélatrice et la plus féconde de l’expression de leur pensée ? Comment lire leurs écrits ? Comment interpréter les propos des penseurs d’une autre époque que la notre sans tomber dans l’anachronisme ?
* Subjectivité des commentateurs. Tous les commentateurs ont aussi leur parti pris et leurs préférences.

**Un éternel recommencement ?**

On peut constater aussi sur la longue durée de l’Histoire des idées politiques modernes que **la recherche du meilleur gouvernement et des meilleures lois est un effort permanent** sur la longue durée des histoires politiques. En survolant cette longue durée millénaire, on ne peut qu’être frappé par **un sentiment d’éternel recommencement** notamment sur des questions telles que la liberté, l’autorité, la répartition des richesses, la légitimité à exercer le pouvoir. On peut avoir le sentiment d’une humanité faisant du surplace. Faut-il le déplorer ou en prendre son parti ? Si les mêmes questions et les mêmes problématiques reviennent sur la très longue durée, aussi le signe de leur caractère fondamental.

On peut voir donc l’histoire des idées politiques modernes comme une toile de Pénélope, formant dès lors la quête de la recherche de l’Humanité sur la voie de l’émancipation et de la libération.

**CHAPITRE 1**

**L’ABSOLUTISME**

**MACHIAVEL & HOBBES**

**Rupture entre l’éthique et la politique, et la politique moderne de fait nait de cette rupture avec la morale et la religion.**

La moralité du propos chez **Machiavel** va constituer la politique comme étant une **véritable discipline** autonome tributaire de sa propre thématique et de ses propres intérêts et enjeux. Par-delà la rupture avec l’éthique et la religion, la pensée de Machiavel est aussi une **réflexion sur l’importance de l’Etat** et du pouvoir absolu du Prince dans le contexte d’une Italie fragmentée et affaiblie face à l’intervention des puissances étrangères. Il a ainsi **théorisé l’absolutisme**.

1. **QUELQUES GENERALITES**
2. **LES ORIGINES DE L’ABSOLUTISME ET DU POUVOIR ABSOLU**

**Le terme d’absolutisme et d’absolu.**

Le terme **d’absolutisme** a été forgé a posteriori car est apparu en **France à la fin des années 1790** avant d’être repris en Angleterre dans les années 1830. Le terme d’absolutisme est forgé pour désigner **la forme de pouvoir qui était consubstantielle à l’Ancien Régime**, auquel la Révolution de **1789** a souhaité mettre fin. S’il a été forgé postérieurement, l’expression de **pouvoir absolu** est employée en France dès le **XVIe** siècle et cette expression est la traduction littérale du latin médiéval ***potestas absoluta***. L’absolu en français vient du latin « *ab solevere* », verbe absolu employé sans complément donc complet par lui-même. Ce corps de doctrine se **structure à la Renaissance**, avec **l’affirmation des Etats-nations** occidentaux dans le cadre du royaume de France, de la couronne espagnole et du royaume d’Angleterre.

**Les origines religieuses et pontificales.**

On trouve des racines dans **le droit impérial romain**, avec l’affirmation du pouvoir autocratique de l’Empereur et au *Digeste* de **l’empereur byzantin Justinien** (527-565) qui attribue aux juristes romains ulpuns **deux formules :**

* « *Ce qui plaît au Prince a force de loi*. »
* « *Le Prince est délié des lois*. »

Ainsi, la référence au pouvoir absolu a des références romano-byzantines. A cela s’ajoute aussi l’héritage de la *plenitudo potestatis papale*, la **plénitude du pouvoir papal** et les **querelles des investitures du XIe siècle**, la lutte du sacerdoce et de l’Empire. **Grégoire VII**, voulant ressaisir le pouvoir de l’Eglise sur la nomination des évêques et des abbés qui lui était contestée par les détenteurs du pouvoir temporel, qui a édicté ce que l’on appelle le ***Dictatis Papae*** en **1076** : **l’affirmation de la plenitudo potestatis**, donc du pouvoir du pape qui est chef de l’Eglise et qui se présente aussi pour assurer cette revendication du pouvoir comme le vicaire du Christ : déposition des pouvoirs temporels pour faire la loi dans l’institution ecclésiastique et au-delà. Cette formulation de la plénitude du pouvoir a nourri la réflexion ultérieure sur le pouvoir absolu. **L’absolutisme pontifical** concerne le pouvoir temporel des papes dans les Etats de l’Eglise à la fin du Moyen-Âge, et engage aussi l’organisation hiérarchique de l’Eglise au sein de laquelle s’affirme ce que l’on appelle la ***pontificalis majestas***, la **majesté pontificale**. Ainsi, tout un apport religieux dans la plénitude du pouvoir à partir du Xie siècle.

**L’application aux souverains temporels et au monde temporel.**

Dans le contexte de tensions et de querelles, à partir du XIIIe siècle, on généralise l’étude du droit romain dans les universités qui font former un certain nombre de conseillers des souverains temporels. Ainsi, le **pouvoir absolu est étendu aux souverains temporels** sous l’influence de cet enseignement. **Philippe de Beaumanoir**, XIIIe siècle : « *Ce qui plait au Prince doit être tenu pour la loi.* » Le Roi n’a donc pas besoin de consulter un conseil pour légiférer.

Apparaît aussi chez les canonistes : « *Le Roi de France est Empereur en son royaume****.*** » C’est la fin de l’idéal romain de l’unité politique de la Chrétienté, plaçant au-dessus du Roi **l’Empereur Charlemagne** se basant sur l’universalisme romain sous la poussée des Etats-Nations. Structure paradoxale, montrant qu’à l’époque médiévale **l’autorité suprême reste forcément l’autorité impériale**. Cependant, **l’Empire n’est plus universel**, des territoires lui échappent et même s’il n’y a encore qu’un seul Empereur, les Princes font fonction d’Empereur en leur territoire. Chacun a juridiquement dans son royaume **l’autorité absolue et la majestas** que l’Empereur romain exerçait dans l’Empire.

L’idée de la majesté du souverain est reprise au début du XIVe au profit des **cités-Etats italiennes**. Cependant, **cette doctrine n’est pas acceptée par tous** et rencontre encore la défiance de juristes et de canonistes qui pour leur part sont attachés aux idées de souveraineté du peuple, primauté de la loi et pouvoir représentatif et participatif. Elle se heurte à la résistance de **théoriciens du pouvoir spirituel** contre la puissance croissante des souverains temporels, prônant surtout la souveraineté du peuple : « *Vox populi, Vox dei*. » contre les pouvoirs temporels. La notion de pouvoir absolu en gestation telle qu’affirmée à partir de l’époque moderne sous les hospices du concept d’absolutisme, triomphant avec **Hobbes**, **se heurte donc néanmoins dans la tradition politique occidentale à d’autres conceptions :**

* Supériorité du pouvoir pontifical.
* Supériorité du pouvoir du peuple en tant qu’incarnation de la voix de Dieu
* Supériorité de traditions médiévales, cantonnant le pouvoir du Roi à un pouvoir représentatif (Cortes en Castille, Magna Carta en Angleterre jusqu’en 1215, Etats-Généraux en France…)

**Cette tradition de l’absolutisme s’enracine dans un héritage romain, byzantin et chrétien est une conception du pouvoir mais non pas la seule**

**2. L’AFFIRMATION DE L’ABSOLUTISME**

**L’idée d’un pouvoir absolu est donc présente en Europe depuis longtemps :**

* Au Moyen-Âge, en concurrence avec d’autres conceptions, n’est **pas parvenue à s’imposer** mais les changements politiques, économiques et sociaux de la Renaissance :
* A la Renaissance, **fait pencher la balance du côté des pouvoirs forts et centralisés**. On observe alors le décloisonnement des espaces étroits permettant le développement de la structure féodo-vassalique, une amélioration des communications à l’époque des Grandes Découvertes, et la maitrise des routes maritimes. Premier décloisonnement de l’Europe, commerçants dynamiques ayant besoin de règlements homogènes à l’échelle de grands espaces en même temps que ce fait jour des besoins réglementaires élargis. On efforce de **s’assurer du contrôle de la justice et de l’administration**, et se heurte au contraire aux intérêts des pouvoirs dits archaïques. Cela se joue en **faveur du pouvoir royal**.

On constate un développement de ce que l’on qualifiera ultérieurement d’absolutisme dans le contexte historique, en même temps, les **succès de l’absolutisme sont inégaux :**

* En Allemagne et en Italie, **permanence du morcellement politique** qui contrecarre toute tentative de centralisation. Là aussi il s’agit de nuancer l’analyse : certes les pouvoirs locaux conservent un poids plus important que dans d’autres espaces politiques européens, cependant, progrès de la **centralisation à l’échelle des Etats pontificaux**. En Allemagne, les progrès de la réforme luthérienne dans le Nord et l’Est provoque aussi des **avancées de l’absolutisme**.
* En Espagne et en Angleterre, résultats mitigés sans que le pouvoir central parvienne à éliminer les structures provinciales où le **Parlement** à l’époque du **roi Henry VIII et Elizabeth 1ère** : affirmation du pouvoir central devant composer avec les réalités, donc ses entraves.
* En France, montée **incontestable de l’absolutisme** beaucoup plus nette que dans les Etats voisins. Au XVe, le royaume de France apparaît déjà comme étant le plus compact et le plus homogène des Etats européens à travers la **Pragmatique Sanction de Bourges** (**1438**), le roi **Charles VII** qui a définitivement vaincu le pouvoir papal et **assure le pouvoir de la France sur l’Eglise gallicane** et assure une autonomie de l’Eglise de France gallicane, aussi avec le **Concordat de Bologne** de **1516**. Ainsi, accoutumance de l’absolutisme du pouvoir français mais jusqu’au 2/3 du XVIIe siècle, cet **absolutisme demeure modéré**. Prérogatives se renforcent **après le règne de François 1er** par le fait que le **Parlement de Paris** (fonction politique car pour qu’un édit du pouvoir central aie toute sa force, il devait préalablement être inscrit sur les rôles du Parlement de Paris) tenta de devenir une simple chambre d’enregistrement du pouvoir royal. Or, **les Etats-Généraux** (3 ordres du royaume) **ne sont plus réunis** entre **1484** et **1560**, puis **assassinat d’Henri IV** en **1610**, puis seulement **1789** et **assassinat de Louis XVI**. Donc, montée en puissance de l’absolutisme royal. En même temps, on constate la **mise en place de la vénalité des offices** motivée par les besoins financiers du Roi profitant à la bourgeoisie permettant la naissance de la **noblesse de robe**. Donc, **développement des idées absolutistes accompagnant les transformations politiques en cours**.

**A partir du milieu du XVIe. (France)**

Les juristes en France commencent à **contester la nécessité que le Roi s’entoure d’un conseil** et les juristes contestent aussi la nécessité que le Roi ne tienne sa Cour de Parlement. On décrète que les **ordonnances du Roi ont force de lois**, qu’il peut abroger les lois et qu’il peut autoriser les coutumes qui sont contraires aux lois ce qui est une nouvelle prérogative royale. Il y a donc une **emprise de plus en plus forte du pouvoir royal sur le pouvoir coutumier**, et le Roi ainsi se trouve en mesure d’abroger des dispositions qui jusque là pouvaient entraver son pouvoir.

Une idée fait aussi son chemin tendant à renforcer le pouvoir absolu souverain : **si l’on veut un Etat de droit, il faut s’affranchir entièrement du féodalisme** car le modèle de l’Etat de droit est Rome et la féodalité est un phénomène qui n’est pas romain mais barbare.

**Conclusion : le constat du succès de l’absolutisme.**

Le résultat le plus probant est au niveau du royaume de France. On peut mettre en crédit de cette affirmation de l’absolutisme la remise en cause de la souveraineté du Parlement. On peut aussi constater la remise en cause du droit parlementaire de la remise en cause des textes du Roi, inamovibilité des juges par la vénalité des offices et remise en cause du droit de remontrance par les cours suprêmes.

1. **LA PENSEE DE MACHIAVEL**

**Préambule introductif.**

Le nom propre de **Machiavel** est machiavélique, machiavélien. Le nom de Machiavel renvoie à une époque qui est la **Renaissance**, une nation **l’Italie**, une ville **Florence**.



Le concept de **machiavélisme** renvoie à l’idée d’une **promotion d’une vision des réalités politiques débarrassées de scrupules juridiques et moraux** qui restreignaient au Moyen-Âge l’action de l’Etat. On constitue ainsi la politique comme étant une sphère autonome ayant ses propres lois. C’est ainsi que par cette rupture de l’entrave morale et juridique que naît la science politique moderne, ou plus spécifiquement « ***l’art de l’Etat*** ». Avec le machiavélisme, c’est aussi l’émergence de la **Raison d’Etat** qui va faire reposer le **pouvoir politique** non plus sur le savoir comme chez **Platon** mais il repose sur la **force**. Par ailleurs, la naissance de la science politique moderne et de l’art de l’Etat s’intéresse moins aux principes de la société civile développée chez **Aristote** qu’aux **techniques de la prise et de la conservation du pouvoir**.

**Machiavel** écrit moins pour les monarques héréditaires que pour les aventuriers qui parfois parviennent à accéder au pouvoir dans le cadre des cités-Etats et problème de légitimation de leur conquête. La vision du pouvoir selon les critères de Machiavel ne fonde pas la légitimité du Prince Chrétien dans son rapport personnel à Dieu mais affirme qu’il **suffit au Prince de paraître de bonne religion**. Il se moque du royaume de Dieu et vante au contraire les jouissances charnelles et esthétiques, ou intellectuelles, du royaume temporel. Machiavel est un **théoricien politique**, même si l’on ne trouve pas chez lui de systèmes conceptuels développés de manière cohérente et exposée de manière suivie. Il reste un **conseiller du Prince moins soucieux de la vérité que de l’utilité**.

1. **MACHIAVEL EN SON TEMPS (1469-1527)**

**De la naissance de Machiavel.**

Il est né à **Florence** en **1469**. Il appartient à une ancienne famille florentine. Sociologiquement, de par sa naissance, il se trouve à **mi-chemin entre la petite bourgeoisie et le peuple gras**. Il a subi une éducation humaniste lui donnant le goût de l’Antiquité latine.

**Le contexte politique italien.**

Le contexte politique dans lequel il naît est celui de **l’Italie de la Renaissance**, autour des années 1400. L’Italie de la Renaissance se caractérise par ses mœurs politiques criminelles. L’Italie de la Renaissance se constitue d’une poussière d’Etats, de **cités-Etats** et de quelques grandes puissances régionales qui ne sont cependant pas en mesure de rivaliser avec les grandes puissances comme le Royaume de France et les Espagnes.

Le **climat politique italien** se caractérise par son **instabilité générale avec l’intrusion de bandes armées**, de mercenaires mais aussi des puissances étrangères. L’Italie est paralysée par les dissensions et les crimes, mais aussi au cœur d’une sublime floraison artistique nourrissant chez quelques esprits cultivés comme Machiavel un orgueil reposant aussi sur la fierté de l’héritage romain.

**Le contexte politique florentin.**

Florence n’y échappe pas : elle s’est **affirmée en Toscane** face à ses rivales depuis la fin du Moyen-Âge, donc est à la tête du **grand-duché de Toscane**, une des plus grandes puissances régionales italiennes. En **1434**, **Côme de Médicis**, représentant d’une famille de riches banquiers, **s’est emparé du pouvoir** inaugurant alors le long règne des Médicis sur Florence qui va se prolonger durant plusieurs siècles jusqu’au début du XVIIIe. Lui succède **Laurent Le Magnifique** pour son goût des arts et de la poésie, mourant en **1492**. Lui succède **Pierre de Médicis**, qui va **rapidement perdre le pouvoir à Florence en 1494**.

En cette fin, **les Rois de France** qui ont des ambitions sur le royaume de Naples et sur le Milanais entament les **Campagnes d’Italie**. A cette occasion, **Charles VIII** **effectue son entrée à Florence** en **1494** en ayant négocié pour ce faire un accord avec **Pierre de Médicis**. Machiavel se sent alors humilié par cette situation, faisant des français les maitres de Florence. **Le peuple florentin se révolte** à la suite de cet accord et **renverse Pierre de Médicis**. **La République est rétablie** à Florence et le premier détenteur du pouvoir est un moine dominicain du nom de **Jérôme Savonarole**, qui va instaurer une **démocratie théocratique et puritaine**. Savonarole donc est un prophète ascétique et véhément, qui prêche sur les thèmes de l’apocalypse et instaure ainsi un régime moral et austère. Il finit par heurter les florentins par ses prédications dramatiques et son oralisme rigide. Finalement, abandonné par les florentins, il est lui-même **pendu et brûlé le 23 mai 1498**.

Son renversement prélude à l’instauration d’un pouvoir républicain classique dirigé par **Pierre Soderini** dont Machiavel va devenir **l’un des hommes de confiance**. Sous cette république, Machiavel devient le secrétaire de la **Commission des Dix pour la Liberté et pour la Paix** : il faut concevoir une sorte de ministère de l’Intérieur et de la Guerre sans le titre de ministre, ce qui l’amène à **conduire de nombreuses légations diplomatiques** au nom de la République de Florence auprès des autres grandes puissances italiennes comme les Etats Pontificaux et auprès du Royaume de France. Son existence reste caractérisée par la médiocrité, et est confronté en permanence à des soucis d’argent. Il **sait observer les hommes**, très grande lucidité en matière d’études des tempéraments et de peuples à peuples. Surtout, il a l’occasion d’entrer en contact avec le Prince qui va lui servir de modèle, **César Borgia**.

**Qui est César Borgia ?**

Fils du **Pape Alexandre VI**. Il a commencé jeune une carrière dans l’appareil de l’Eglise romaine car encore adolescent, étant devenu **cardinal**. Finalement, il abandonne la carrière ecclésiastique, se rend à la Cour des Valois et devient **Duc de Valentinois**. Il devient donc un des grands fauves de la Renaissance, produisant une impression considérable sur Machiavel qui à son propos écrit : « *un Seigneur très splendide et très magnifique.* » Il va, pour Machiavel, constituer le modèle du Prince doté de **virtu**.

**La restauration des Médicis.**

En **1512**, la République Florentine se trouve prise dans les remous de la **lutte** opposant le **Pape Jules II** et le **Roi de France Louis XII**, successeur de **Charles VIII**, provoquant dès lors la **restauration des Médicis** en 1512 avec le **soutien du Pape**, allié des Espagnols contre les français. **Machiavel est compromis et discrédité** pour son appartenance au gouvernement républicain. Il est brièvement emprisonné, libéré mais **perd toutes fonctions officielles à Florence**. Il se retire dans sa maison de campagne aux abords de Florence.

**L’ouvrage le plus célèbre.**

Il a désormais tout loisir pour l’écriture. Son ouvrage le plus célèbre, *Le Prince* (de Principatibus) est le plus célèbre. Il a été rédigé entre **1513 et 1514**, le lendemain de la chute de la République. L‘**ouvrage est dédié** à **Julien et Laurent de Médicis**, ayant reconquis le pouvoir, démarche pour **inciter les nouveaux détenteurs du pouvoir à Florence** à le rappeler dans des nouvelles fonctions officielles.

Il reste son ouvrage théorique principal, mais cependant, ce n’est **pas forcément l’œuvre la plus importante**. On peut encore citer *Le discours sur la première décade de Tite live* (1513-1519), *L’histoire de Florence*, et *Un Art de la Guerre*. Il a aussi écrit une petite pièce de théâtre, *La Mandragore*. Il a donc dédicacé *Le Prince* aux Médicis pour **rentrer dans leurs bonnes grâces**, mais sa démarche n’est pas couronnée de succès.

Dans les années 1520, il est investi de quelques missions d’importance médiocre. **Avril 1926**, on le charge de **la réflexion des remparts de Florence** (plus important). Il meurt finalement en 1527, très peu de temps après le **Sac de Rome** par l’armée impériale de **Charles Quint**, ce qui a **marqué les consciences** car existence de nombreux soldats luthériens dans son armée et s’en sont donc pris à cette ville que **Luther** désignait sous le terme de « ***putain romaine*** ».

1. **L’EXPOSE DE LA PENSEE DE MACHIAVEL**

*Page 3. Extrait du Chapitre XVIII.*

**L’HOMME ET LA BÊTE.**

**On retrouve deux idées principales :**

* Le Prince doit savoir user de la nature bestiale et de la nature humaine. La nature humaine intègre aussi la nature animale, et **l’homme est homme et bête**.
* La bête se subdivise en **lion** (animal qui incarne la force et la puissance du roi des animaux) et en **renard** (animal qui est l’incarnation de la ruse du faible).

**Autrement dit, il ressort de la conjugaison de ces deux idées que le Prince doit savoir user de violence et de dissimulation.**

**LE PESSIMISME FONCIER.**

**On est ici en présence d’un pessimisme foncier sur la nature humaine.**

Les **hommes sont méchants.** Il entend par là que **l’Homme est vicieux**, à l’identique des tyrans mais les tyrans ont pour leur part la puissance de satisfaire ces vices, ce qui n’est pas le cas de l’homme ordinaire soumis aux régimes des puissants. Le **peuple est par nature naïf**, crédule, stupide, et les gens individuellement sont lâches et faibles. Il y a donc une **vision très noire et pessimiste de l’espèce humaine**.

L’humanité, pour Machiavel, se compose d’une majorité de **tyrano égoïstes et pusillanimes**. De cette humanité émerge cependant **certains hommes qui possèdent une qualité particulière** : la **virtu**.

**La virtu chez Machiavel.**

Terme italien, terme souvent utilisé par les commentateurs de Machiavel sous la forme italienne car **ce mot est sans équivalent** dans notre langue moderne. On ne peut en donner que des approximations : force, virilité, brillant, virtuosité. La virtu renvoie à une **propriété positive**, active et dynamique chez un être. **Nietzsche** qui admirait Machiavel voyait pour sa part dans la virtu un des visages de ce qu’il concevait sous le terme de « **volonté de puissance** ».

La **virtu ne s’oppose pas au vice**, car sa problématique n’est pas celle de la morale mais de **la réussite du Prince**. L’Homme doué de virtu est aussi faire preuve d’énergie. Ces qualités peuvent aussi entrer en conflit avec la fortune, car la virtu d’un homme ne lui permet pas toujours d’affronter la chance qui peut être fort mauvaise. **La fortune reste toujours une incertitude** pour l’homme de virtu. Il peut se montrer impétueux face à elle mais il peut aussi en être victime comme en a été César Borgia, qui va connaitre des revers de fortune importants après la mort de son père et va mourir à la guerre en Espagne dans les années 1510.

**Machiavel nous dit que le Prince doit user de violence et de dissimulation et ce qui se pose en question est donc : comment le Prince doit-il se comporter envers ses sujets ?**

**LE COMPORTEMENT DU PRINCE.**

**Le comportement du Prince envers ses sujets.**

Nulle question n’a été plus rabattue parmi les théoriciens des idées politiques depuis le Moyen-Âge que celles des devoirs du Prince. A l’époque où règne la **religion et la morale** sur la conception de l’action du bon prince, la réponse est que le bon Prince chrétien doit **se comporter humainement** à l’égard de ses sujets dans le respect de la religion. **Machiavel va à l’encontre de ceci** : « *Un souverain prudent ne peut ni ne doit observer sa foi quand une telle observance tournerait contre lui, et que sont éteintes les raisons qui le firent promettre. […] Et jamais un prince n’a manqué de motifs légitimes pour colorer son manque de foi.* » C’est à condition de ne se faire **aucune illusion au sujet de la nature humaine** que le Prince peut maintenir l’ordre social, d’où ainsi la **définition d’un système généralisé d’immortalité et d’illégalité**.

Machiavel fait **l’éloge du pragmatisme** en dehors de tout critère juridique ou moral. Le critère décisif en politique est d’être heureux dans ses entreprises. La politique est ainsi le domaine du fait, c’est-à-dire de la force : **la fin justifie les moyens** et le succès donne rétrospectivement sa qualité morale à tous les actes politiques accomplis.

**Il en découle un certain nombre de principes que l’on peut dénombrer :**

* Il vaut mieux pour un gouvernement être craint qu’être aimé. Effectivement, l’amour entre des sujets et un Prince n’est qu’un **lien d’obligation pouvant être rompu** alors que la crainte s’exerce dans la permanence, d’où ce constat qu’il vaut mieux pour un gouvernement être craint car **exerce une pression constante sur les sujets et les contraint en permanence à l’obéissance**.
* Les gouvernants doivent employer la ruse. Il leur est **nécessaire d’user de la dissimulation** derrière la dialectique de l’apparence et de la réalité.
* On doit soit détruire entièrement un adversaire, soit s’en faire un allié. Il ne faut **jamais adopter à son égard des demi-mesures** car le pire c’est de menacer un ennemi sans aller au-delà des menaces, ou de le léser sans lui ôter toute force et toute capacité de nuisance. Il faut être dans l’extrême face à un ennemi.
* Le principe sacrificiel qui est érigé en raison d’Etat. La Raison d’Etat est le fait qu’il est **légitime pour les gouvernements de commettre des crimes dans la mesure où cela peut leur permettre d’éviter qu’un plus grand nombre de crimes soient commis**. La mort de quelques personnes même innocentes vaut mieux que les souffrances du plus grand nombre.

*Page 3. Extrait du chapitre XVII.*

**César Borgia**, blablabla. **La famille Borgia au pouvoir à Rome** a été l’objet de scandales dans les élections notamment du Pape Alexandre VI, élections corrompues. Le Pape, son père, va mener une politique à la manière d’un prince de la Renaissance, luttant contre le Roi **Charles VIII** puis s’alliant avec **Louis XII**. Son fils César (**1476-1507**), cardinal à 16 ans puis devient **capitaine général des Etats Pontificaux**. Duc de Valentinois par le roi de France Charles VIII en **1498**, puis **Duc de Romagne** par son père. Commence sa **série de conquêtes**, visant à **réunir les Etats Pontificaux mais aussi la Toscane avec Florence et le Milanais**.

Pour servir ses intérêts et ses ambitions, **il n’a pas hésité à se débarrasser de ses principaux ennemis** en les faisant assassiner. Avant que César n’ait eu le temps de se rendre maître de la Toscane, Alexandre VI décède en **mars 1503**. Il n’est pas encore solidement implanté, qu’en Romagne, et se retrouve alors **coincé** : il n’est pas en état de résister aux deux puissances européennes (Espagne et France) et **part donc en Espagne**. Pour Machiavel, César Borgia était **sublimement doué de virtu**. Il témoignait de capacités politiques éminentes, et a été vaincu que par une contrariété extraordinaire et sans borne de la fortune.

**LE NATIONALISME DE MACHIAVEL.**

Le **secret de son projet** qui soutient le pessimisme foncier ne transparaît que dans le XXVIe et dernier chapitre, ayant pour titre « *Exhortation à délivrer l’Italie des barbares* ». Dans ce dernier chapitre donnant sens à l’ensemble de son propos, Machiavel manifeste un violent amour de sa patrie qui est alors déchirée et asservie par les interventions étrangères. Il rêve alors d’un **libérateur** qui pourrait être le **Rédempteur de l’Italie**. « *Il faut que l’Italie après une longue attente voie apparaître enfin son Rédempteur. Cette domination barbare est un dégoût à chacun.* »

**Humilié par la faiblesse de son pays face aux envahisseurs français et espagnols** qui sont incivilisés car les italiens descendent de la puissance romaine, il souhaite ardemment que l’Italie soit en mesure de réaliser son unité nationale. Il a alors une **conception holiste de la nation** : pour lui, la nation est plus que la somme des individus qui la compose. Il veut donc une **organisation d’une armée nationale de citoyens** et non d’une armée de mercenaires. **La Nation est la vraie réalité de l’histoire**. Le Christianisme et son universalisme, et la papauté, sont la cause des malheurs de l’Italie.

Machiavel apparaît alors motivé par la question de **l’indépendance italienne**, et la question du type de gouvernement est alors secondaire. Le Prince semble mettre l’accent sur la **solution monarchique** et s’adresse avec opportunisme aux Médicis. Dans les discours qu’il rédige dans le même instant, il développe des arguments rationnels en faveur de la République romaine ce qui prouve que la question du régime est relativement secondaire. De fait, **le Prince doit être compris comme étant le synonyme d’un gouvernement ce qui peut valider plusieurs types d’entités**, principautés, royaumes, monarchies, républiques, empires, à l’image de la complexité politique européenne de la Renaissance. Dans certains cas, le terme de Prince peut désigner un **chef militaire** ainsi Machiavel utilise le terme de Prince quand il parle **d’Hannibal**. Monarchie ou République, l’Etat selon Machiavel doit être dirigé **par des hommes doués de virtu** lesquels ne se laisseront pas brider par des considérations juridiques ou morales. Machiavel ainsi dégageant l’esprit de la République romaine qui se réincarne dans les royaumes de France et d’Espagne, **se fait le théoricien et le défenseur d’un pouvoir politique absolu**.

1. **LA RECEPTION DE L’ŒUVRE DE MACHIAVEL SUR LA LONGUE DUREE**

**La mauvaise réputation de Machiavel.**

Le problème difficile de la conservation du pouvoir par l’utilisation de tous les moyens efficaces et en particulier la ruse, le mensonge et l’assassinat a donné à la doctrine de Machiavel une mauvaise réputation, bien qu’elle ne soit pas immédiatement acquise mais conséquence des évolutions des rapports politiques et religieux dans la seconde moitié du XVIe. Quand l’ouvrage est composé, les destinataires du livre, les Médicis, ne **prêtent aucune attention particulière à l’ouvrage**.

Pour de nombreux contemporains baignant dans cette atmosphère de violence, il n’y a là qu’un recueil de maximes banales et l’attention reste médiocre. L’ouvrage ne choque donc pas particulièrement, au point qu’il peut être imprimé en 1531 avec un bref d’autorisation émanant du Pape Clément VII.

**Tout va changer au tournant du siècle, vers 1550.**

Avec la **naissance d’une rumeur** allant en s’amplifiant jusqu’à la fin du XVIe : **contexte politique et religieux différent** de l’époque de Machiavel. Le milieu du siècle est marqué par l’émergence de la **Réforme Protestante** et le **début des guerres de religion**, ainsi la lecture de Machiavel qui se retrouve déterminée par des évènements a posteriori dépassant l’auteur.

Le point de vue de la papauté va évoluer : le Pape Clément VII avait donné l’autorisation, et vers 1550, la Papauté va voir dans cet ouvrage **la main du diable**. En **1554**, le nouveau Pape, **Paul IV**, dénonce un *« écrivain impur et scélérat* ». **Le Concile de Trente se poursuivant va mettre l’ouvrage au placard**, et c’est de cette époque aussi que date les termes de machiavélisme et de machiavélique, avec une connotation très négative. A partir de ce moment et tout au long du siècle suivant, l’auteur qui par-delà ses écrits dans sa vie ordinaire était un bon fonctionnaire devient **l’incarnation d’une figure sombre et satanique**. Dans la relecture opérée dans le contexte de la **Contreréforme Catholique** (efforts de moralisation), il est victime de cette évolution religieuse et politique.

Même si l’œuvre est condamnée, néanmoins, **un certain nombre de souverains et d’hommes de pouvoir ne manqueront pas de lire Machiavel**. Certains comme **Richelieu et Mazarin en feront leur livre de chevet**. Au XVIIIe, **le futur roi de Prusse Frédérique II** qui n’est à ce moment que le prince héritier, compose en 1738 un anti-Machiavel. Une fois arrivé sur le trône de Prusse en 1740, il **s’inspire cependant des préceptes de l’auteur** qu’il vient de condamner en commençant son règne par un coup de force car à peine monté sur le trône, il envahi la Silésie, alors province intégrée dans les possessions des Habsbourg au moment de la Guerre de Succession d’Autriche commençant en 1740. Il exploite les tensions existantes entre la population germanique de Silésie, luthérienne, et la cour de Vienne catholique. Donc, **opération de brigandage digne de Machiavel**. **Napoléon également sera un lecteur attentif de Machiavel**, et dira à son propos que « *Machiavel est le seul livre que l’on puisse lire* ».

**Au XXe siècle, Machiavel va connaître une nouvelle faveur.**

La société s’émancipe du contrôle de la papauté et de l’Eglise, et plusieurs penseurs politiques de différends bords vont s’inspirer de ses écrits et se réclamer de Machiavel. Machiavel connaît d’abord **un grand succès en Italie**, **Mussolini** est l’auteur en **1924** du texte « *Prélude à Machiavel* » dans lequel il exalte le réalisme du florentin.

A gauche, le philosophe marxiste italien **Antonio Granchi** s’inspire aussi du Prince dont il donne une interprétation très différente de celle de Mussolini car pour lui, **la théorie machiavélienne du Prince aurait constitué une première théorie de la Révolution** avec l’idée d’une émancipation des masses opprimées par un Prince qu’aucun scrupule ne retiendrait. De fait, des interprétations de l’histoire à travers les expériences historiques des jacobins et des bolcheviques donnent des exemples d’incarnation historique du **Prince émancipateur**.

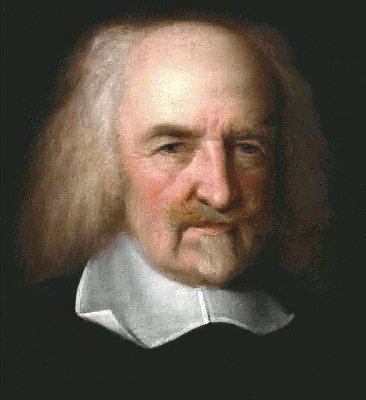
Ces **réinterprétations ne sont pas les seules**, d’autres théoriciens et philosophes du politique ont aussi pu s’inspirer de Machiavel pour renouveler la lecture et l’interprétation. Il y aussi l’utilisation du philosophe **Claude Lefort**, grand théoricien du totalitarisme. Dans sa pensée centrée sur l’opposition aux démocraties et totalitarismes, il s’inspire de l’héritage de la pensée de Machiavel. De Machiavel, Lefort garde l’idée que **toutes les sociétés démocratiques ou totalitaires s’organisent autour de la polarité entre les grands et le peuple**, peuple qui n’a pas en lui-même la capacité d’accéder à la puissance des Grands mais qui n’en est pas moins source de liberté car **il se définit négativement par le désir de ne pas être opprimé**.

**Conclusion sur Machiavel.**

**Machiavel, donc, et c’est en cela qu’on entre dans la modernité et que la science politique rompt avec le religieux, a mis en relief la scission profonde et irrémédiable de la politique et de la morale ; scission qui ne cesse de s’accroitre.**

1. **LA PENSEE DE THOMAS HOBBES**

**Il s’intègre aussi dans la réflexion sur les théories du contrat social dont il est un concepteur.**



* 1. **THOMAS HOBBES EN SON TEMPS (1588-1679)**

**Thomas Hobbes peut être présenté comme un homme étrange.**

Il naît en **1588**, une **année historique dans l’histoire de l’Angleterre** puisque l’année où le roi **Philippe II** qui a équipé une flotte d’invasion, **l’Invincible Armada**, tente de **conquérir le Royaume d’Angleterre**. En cette année où les évènements se précipitent et où l’Angleterre paraît menacée par la première puissance européenne, **Thomas Hobbes va naître avant terme**. L’Invincible Armada va être dispersée par une tempête au large des côtes d’Angleterre, mais du fait de sa naissance prématurée dans le contexte de la menace pesant alors sur l’Angleterre, il peut être taxé d’une certaine **couardise** qui sera une de ses marques de caractère. Il est une **intelligence exceptionnelle**, et en même temps, chez lui, une extrême prudence qui va parfois confiner à la couardise.

Il est le fils d’un des servants de paroisse peu cultivé. **Réforme Protestante et anglicanisme** restant très proche du catholicisme, si ce n’est qu’à la tête de **l’Eglise d’Angleterre** on substitue de part la volonté initiale du roi **Henry VIII** relayé par **Elizabeth I** à l’autorité du Pape, **l’autorité de la Couronne anglaise**. Grâce à l’aide d’un oncle et capacités intellectuelles hors-normes, il va pouvoir poursuivre des études à **l’université d’Oxford**. Il va prendre à ce moment en **horreur les discussions politico-religieuses** qui faisaient rage, de peur qu’elles n’affaiblissent l’Angleterre. Au sortir de l’université, il va entrer au service d’une famille noble en devenant **précepteur des enfants** de la famille : **Cavendish**. Mais bientôt, sa carrière va rebondir à un niveau supérieur car devient tout en restant précepteur, secrétaire du chancelier Francis Bayton, Premier Ministre du roi Charles Ier.

Thomas Hobbes va se retrouver à un poste d’observation exceptionnel au moment **où les rapports entre le Roi et le Parlement vont se dégrader**, ce qui va conduire à la Guerre Civile dans ce qui constitue la **1ère Révolution Anglaise du XVII.** Dans ce contexte, Hobbes va prendre fait et cause pour le roi, **défendant la thèse absolutiste**. Il va écrire dans ce cadre son premier ouvrage, *Elements of Law*, restant longtemps non publié.

**Quelles causes de cette révolution ? Il faut revenir un siècle en arrière.**

Au XVI, **établissement du protestantisme en Angleterre** sous la forme de **l’anglicanisme**. La réforme anglicane est à l’origine **impulsée** par l**e roi Henry VIII**, **rompant avec Rome**. Cette rupture se fait au départ pour des raisons personnelles car a divorcé de sa première femme, **Catherine d’Aragon**, **ce que l’Eglise a condamné**, l’Aragon faisait parti des royautés très-catholiques. Henry VIII a prétendu qu’elle avait été avant lui l’épouse de son frère décédé. Henry VIII rompt donc avec Rome devant la récusation du Pape. **L’anglicanisme initié par Henry VIII triomphe définitivement avec le règne d’Elizabeth Ière qui établit une Eglise anglicane fondée sur l’acte de suprématie de 1559**. A ce moment, à l’intérieur de la mouvance protestante, va progressivement apparaître un **mouvement d’opposition à l’intérieur de l’Eglise anglicane** prenant le nom de **puritanisme**. Les puritains naissent de leur opposition à l’Eglise, devenue l’Eglise officielle, qu’il trouve trop ressemblante à l’Eglise romaine aussi bien par ses aspects extérieurs que par des raisons doctrinales. Il y a donc un **courant d’opposition qui se dessine au sein même de l’anglicanisme**, ce qui va **entraîner une réaction du pouvoir royal**.

Depuis **leur avènement en 1485,** les **Tudor** vont faire progressivement évoluer la monarchie anglaise dans le sens de **l’absolutisme** en favorisant une **centralisation des pouvoirs** au **profit du Roi et de son Conseil** qui tendent à concentrer de plus en plus l’essentiel des pouvoirs. Ceci dit et à la différence des évènements français, le régime ménage cependant le Parlement qui est constitué de la Chambre des Lords et de celle des Communes. **A la mort d’Elizabeth**, qui était restée volontairement célibataire et donc **sans enfants**, un nouveau souverain qui est l’ancien roi d’Ecosse, **Jacques VI d’Ecosse** devenant **Jacques Ier d’Angleterre** monte sur le trône en **1603** et **inaugure le règne de la dynastie des Stuart**. Il meurt en **1625** et son fils **Charles** lui succède, et les Stuart dans la continuité des Tudor entendent aussi **renforcer l’absolutisme** à la différence près des Tudor qu’ils **ne craignent pas de heurter les parlementaires**. D’autre part, en qualité de chef de l’Eglise anglicane, ils vont rentrer en conflit avec les puritains. Finalement**, les deux problèmes** (politique, relation du Roi et du Parlement et empiètement grandissant de la Couronne sur les compétences des parlementaires / théologique, l’opposition grandissante des puritains à l’égard de l’Eglise anglicane) **s’additionnent jusqu’à créer un conflit devenant insoluble**.

En **1638**, la **Couronne anglaise**, le roi Charles Ier, se retrouve **confronté à une nouvelle révolte des Ecossais**. L’Ecosse est sur le plan religieux **presbytérienne** (forme qu’a pris la Réforme en Ecosse), le presbytéranisme étant un calvinisme. C’est un calvinisme sans hiérarchie pastorale avec un régime d’Assemblée, donc dans son principe très **démocratique** car prédomine les assemblées qui favorisent la libre expression des croyants et le sacerdoce universel. L’Ecosse presbytérienne s’oppose à l’Angleterre anglicane. Confronté à l’insurrection écossaise, **le roi qui souhaite mater par la force** **convoque le Parlement** puisqu’il a besoin que les parlementaires votent les impôts nécessaires pour payer cette guerre. Le **13 avril 1640**, le Parlement **entre en opposition avec le pouvoir royal**, **fronde** perdurant deux décennies. Dès la fin de l’année **1641** débute une **Guerre Civile** qui va se prolonger pendant **7 ans**. L’armée du Parlement qui affronte la Couronne et qui prend le nom de ***New Model*** va être dirigée par deux généraux, **Fairfax et Cromwell**. Finalement, **le roi Charles Ier** qui a été trahi par les écossais est **finalement livré à Cromwell** et tombé aux mains des généraux parlementaires, il est **jugé**. Pendant son procès, est très offensif. Il est condamné et **décapité** le **30 janvier 1649**.

La monarchie, la Chambre Haute et la Chambre Basse sont abolies et ont lui substitue pour éviter la proclamation de la République un régime prenant le nom de ***Commonwealth and free state***, créé le **15 mai 1949**. Ainsi, en **avril 1653**, **Cromwell s’empare du pouvoir** et établi alors une constitution écrite en rupture avec toutes les traditions politiques britanniques. Il prend le titre de **Lord Protecteur du Commonwealth d’Angleterre, d’Ecosse et d’Irlande**. Cromwell est le représentant typique de la **gentry puritaine**, la petite noblesse de province s’opposant à la **nobility**. Parvenu au fait du pouvoir, il va **tenter de réformer les mœurs**, encourage le commerce et se montre aussi en politiques étrangères partisan d’une politique ferme et vigoureuse ce qui lui vaut le soutien de la majorité du peuple anglais. Il **meurt** en **1658** et à sa mort, son fils **Richard** mais n’a pas les qualités de son père et **doit s’effacer**.

Cela ouvre une **nouvelle période d’incertitudes politiques** menée par des **généraux Lambert et Monk**, car ce dernier va mettre un terme à la parenthèse du Commonwealth : en **1660**, il rappelle le fils de Charles Ier alors réfugié en France depuis 1640 et qui va **monter sur le trône anglais** sous le nom de **Charles II**.

**Retour sur Hobbes.**

**Hobbes**, confirmant cette couardise qui le caractérise tout en soutenant le roi, **s’est exilé et réfugié en France** dès **1640**, soit dès le début de la Guerre Civile. Il y demeure pendant 11 ans, jusqu’en **1651** (la France connaissant elle-même une fronde, les **mazarinades**). En France, Hobbes devient un **familier des cercles érudits français des années 1640**. Il fréquente des salons français, en particulier **Descartes** **qui va lui opposer une controverse marquant son temps :**

* Hobbes se situe dans la tradition britannique du **nominalisme**, il refuse d’accorder aux idées un autre statut que celui de construction à partir de données sensorielles cad que fondamentalement, d’où l’idée de nominalisme, le **raisonnement dépend des noms**.
* Descartes affirme que le raisonnement n’est pas celui des noms mais des choses concrètes. C’est la position **réaliste**.

Cette opposition réalisme et nominalisme rebondit à travers cette controverse parisienne.

Dans le même temps, dans l’exil français, Hobbes devient **l’un des précepteurs du fils de Charles Ier**, le futur **Charles II**. Dans cet exil français qu’il va écrire **ses deux principales œuvres politiques** : il va rédiger *Le Decive*, 1642 et *Le Léviathan, traité de la matière de la forme et du pouvoir de la République ecclésiastique et civile,* 1651.

**Béhémoth et Léviathan.**

Le Léviathan est un titre étrange, qui renvoie à **l’eschatologie juive** qui est comprise dans l’Ancien Testament, plus particulièrement dans le ***livre de Job*** : on voit s’opposer deux monstres, l’un terrestre et l’un marin. Le monstre terrestre est **Béhémoth**, qui règne sur la terre c’est-à-dire le désert et s’oppose au **Léviathan**, régnant sur la mer. Par ailleurs, Béhémoth est mâle et le Léviathan est femelle. Ces deux monstres sont d’après ce livre issus tous les deux du chaos mais Béhémoth est la force du chaos alors que **le Léviathan est la force de l’ordre**.

Selon **l’Apocalypse**, Béhémoth et Léviathan doivent réapparaître sur terre peu avant la fin du monde. Ils doivent leur réapparition à un règne de terreur, jusqu’à ce que Dieu les détruise. Hobbes emprunte au livre de Job la référence à des ceux monstres qu’il popularise par ses écrits. 17 ans plus tard la publication du livre, il rédige sous le titre *Béhémoth or the long Parliament*, son récit de la Révolution Anglaise qu’il jugera prudent de ne pas publier de son vivant. **Le Léviathan est une somme philosophique. L’ouvrage est composé de quatre parties :**

* De l’Homme, de sa nature, de son esprit, de ses manières de connaître et de la science
* De la République
* 3e et 4e parties : questions religieuses

En fait, **dès la publication en France** de l’ouvrage Léviathan en **1651**, Hobbes se retrouve au cœur d’une **polémique** puisque certains l’accusent **d’athéisme**, l’athée n’ayant pas le droit de cité. Pourquoi, car dans le Léviathan, Hobbes a défendu une idée qui lui est chère selon laquelle **nulle autorité spirituelle n’était fondée à s’ériger en rivale du souverain pouvoir**, n’incarnant aucune vérité religieuse. Il y a donc chez lui l’idée que le **pouvoir politique et religieux** **doive fusionner** mais que dans cette fusion **le politique doit avoir le primat sur le religieux** et que le religieux ne peut nullement contester le pouvoir politique au risque de créer ce chaos. Le coup est si dur que la prolongation du séjour d’Hobbes en France devient difficile et il choisit alors de **rentrer en Angleterre**.

**Le retour d’Hobbes en Angleterre.**

En **1651**, **le Parlement et le New Model ont triomphé**. Dans ce contexte, Hobbes peut donner le sentiment qu’il se rallie au vainqueur de la Guerre Civile mais finalement, ce choix n’est pas tellement en contradiction avec le Léviathan car en son sein, il a défendu la thèse selon laquelle **la légitimité du pouvoir du régime politique tient à sa capacité à assurer l’ordre**. Il considère donc qu’il peut opérer un retour à Londres sous les hospices de ce nouveau Léviathan.

Evidemment, tout le monde ne rentre pas dans les subtilités de sa pensée et dès lors qu’il choisit de rentrer en Angleterre, **ses relations avec le Prince de Galles, futur Charles II, se refroidissent**. Ainsi, quand la **Restauration des Stuart** va s’opérer en **1660**, le roi d’Angleterre gardera une dent contre son ancien maître et **Hobbes est interdit de publier sous son règne tout écrit politique**. Il a fait retour auprès de la famille **Cavendish** et entreprend de traduire **Homère** en anglais. Il meurt ainsi à plus de 90 ans.

* 1. **LA PENSEE POLITIQUE DE THOMAS HOBBES**

**Il a pris fait et cause pour le monarque, Charles Ier, et défend l’absolutisme.**

* + 1. ***LES HOMMES NATURELS***

**Hobbes peut se définir comme un penseur matérialiste.**

Au sens où il croit que **l’être est fait de matière** et que cette matière est **animée uniquement par les lois mécaniques du mouvement**, lesquelles expliquent seules tous les faits de la nature. Au **commencement de tout est le mouvement** et les êtres vivants en général et l’homme en particulier appartiennent à la nature. Leurs comportements peut être expliqués par les seules lois du mouvement et **l’Homme est un mécanisme**. **La sensation, le sentiment et la pensée sont les produits des lois du mouvement**.

La **sensation** est le produit du heurt de notre corps avec un corps extérieur, et cette commotion va se retrouver transmise au système nerveux central d’où l’apparition de la sensation. **D’où les sentiments primitifs liés à ces heurts** comme le désir et l’aversion. Les autres sentiments et émotions sont des composés plus ou moins complexes de ces sentiments primitifs. Dans cette perspective, **la volonté n’est pas autonome** : elle est simplement le dernier appétit et **l’Homme est gouverné par des mécanismes de type stimulation / réponse**. Chaque organisme vivant et chaque humain fait spontanément ce qui favorise sa force vitale et chaque organisme vivant est mû par un **principe d’autoconservation qui est d’origine directement physiologique**. **L’exigence vitale** de préserver son être propre est le moteur qui **explique tous les comportements**.

**L’Homme se distingue des animaux.**

Notamment par la Raison, la curiosité, la religion, l’anxiété de l’avenir et la crainte de l’invisible. Seulement, l’Homme ne vit pas seul, à des semblables et la question se pose alors **de savoir ce qui va se passer lorsque l’on met ensemble tous les hommes**, chacun étant animé par sa tendance propre à la conservation de sa force vitale. **Le résultat est très peu enviable** : nous sommes donc amenés ici à commenter le premier extrait du Léviathan.

*Page 12. Chapitre XIII, De la condition naturelle des hommes en ce qui concerne leur félicité et leur misère.*

**Ici, on est en présence d’un texte qui se construit comme une démonstration tout à fait logique :**

* Le §1 pose l’égalité fondamentale des hommes quant aux facultés du corps et de l’esprit.
* Le §2 montre que l’égalité entre les hommes engendre l’hostilité entre hommes désirant la même chose et la **possession est fondée sur le retour à la force**.
* Le §3 montre que la défiance entre les hommes qui résulte de l’égalité entre eux légitime ce qu’Hobbes appelle « *le fait de prendre les devants* », cad **une disposition permanente au combat pour assurer la conservation de soi-même.**
* Les §4 et 5 **analysent les trois causes principales de querelles dans la nature humaine** :
  + La **rivalité** en vue du **profit**.
  + La **méfiance** en vue de la **sécurité**.
  + La **fierté** en vue de la **réputation**. Ainsi, les hommes ne veulent pas seulement posséder des biens mais veulent aussi être reconnus par leurs semblables et être jugés par leurs semblables aussi avantageusement qu’ils se jugent eux-mêmes.

**Conclusion de cette démonstration : dans l’Etat de Nature, pour tout Homme, tout autre Homme est un concurrent.**

Tout homme étant l’égal de l’autre, il s’en suit donc concurrence, défiance réciproque, avidité de gloire et de réputation. Autrement dit, **la guerre perpétuelle de chacun contre chacun** **et de tous contre tous**. Le résultat de la mise en commun d’individus égaux entre eux donne un résultat peu enviable qui est la caractéristique de l’Etat de Nature chez Hobbes. **L’homme est méchant de nature** : « *homo homini lupus* », l’homme est loup pour l’homme. **L’Etat de Nature renvoie à l’animalité de l’Homme**, étant un état de guerre permanent. La justice et l’injustice n’y existent pas. **Il n’y a pas de droit naturel et pas non plus un Etat de nature de propriété**, la notion de propriété ne prenant sens qu’avec le droit positif. **Hobbes refuse le caractère naturel et antérieur à l’Etat de la propriété privée**. Au regard de cette horreur de l’Etat de Nature, les Hommes n’ont qu’une seule idée : sortir de cet Etat de Nature pour commencer par sauvegarder leur propre existence. Cette sortie de l’Etat de Nature qui s’impose va permettre de **définir le contrat social selon Hobbes**.

* + 1. ***SORTIR DE L’ETAT DE NATURE : LE STATUT SOCIAL SELON HOBBES***

**Sortie de l’Etat de Nature et contrat social.**

Sous peine de destruction, il faut que l’homme qui a pour intérêt principal de se conserver en vie **sorte de l’Etat de Nature dominé par la passion de la crainte de la mort**. La sortie de l’Etat de Nature va **passer par un contrat**, lequel ne peut être garanti que par un **arbitre** car les paroles dans l’Etat de Nature ne sont que du vent et par conséquent, il va être nécessaire **d’avoir recours à une force coercitive qui sera en mesure de punir le non-respect des contrats par les contractants**.

***Page 13. Chapitre XVIII, Des causes de la génération et de la définition de la république.***

**Analyse de cet extrait. Les paragraphes :**

* Le §1 souligne le souci des hommes de pourvoir à leur préservation en s’arrachant à l’Etat de guerre.
* Le §2 est centré sur « *les conventions sans le glaive ne sont que des paroles dénuées de la force d’assurer aux gens la moindre sécurité.* »

Donc, **nécessité d’une force coercitive**, un pouvoir qui fasse observer les lois de la Nature et en mesure de punir le non-respect des contrats par les contractants, et si ce glaive peut être établi, tous les problèmes seront résolus pour encadrer cette sortie de l’Etat de Nature. A la différence d’Aristote, qui faisait de l’Homme un animal social, **Hobbes ne croit pas que la nature sociable de l’Homme soit une vérité** : l’Homme n’est pas sociable, ne va rechercher ses semblables que par intérêt et la société politique est le fruit artificiel d’un pacte volontaire et d’un calcul intéressé : **préservation de sa propre existence gravement mise en danger dans l’Etat de Nature.**

**Le contrat social selon Hobbes nécessite tout d’abord des préalables et des conditions de passage :**

* Les préalables. Il faudra que cette **force arbitrale et coercitive soit unique** pour qu’il ne puisse y avoir un recours imaginable contre son arbitrage. Hobbes affirme qu’il **ne peut y avoir de biens communs dans le genre humain qu’au dépend des biens privés**. Il ne croit donc pas que l’homme soit sociable, il ne recherche des compagnons que par intérêt et la **société politique est donc le fruit politique artificiel d’un pacte volontaire et d’un calcul intéressé**.
* Les conditions de passage. Les Hommes vont transférer par contrat à un tiers le droit naturel que chacun possédait sur toute chose. C’est l’artifice qui va constituer les hommes naturels en société politique et **la volonté unique du tiers institué va se substituer à la volonté de tous**, et va les représenter tous. « *Il faut que tous les hommes confient tous leurs pouvoirs et toutes leurs forces à un seul homme ou à une seule Assemblée qui puisse réduire toutes les volontés par la règle de la majorité à une seule volonté*», Chapitre XVII. **Le contrat instituant l’Etat social** n’est pas passé entre les citoyens et le souverain, mais **entre exclusivement tous les citoyens**. Le souverain est un tiers et reste totalement à l’écart de ce contrat et n’est pas un contractant. Les Hommes contractent entre eux, le souverain n’est lié par rien. Autrement dit, il ne promet rien aux contractants ce qui veut dire qu’il ne peut être accusé d’aucun manquement à l’égard de qui que ce soit. **La renonciation des hommes** dans cette perspective, en l’absence de tout engagement du souverain, ne **peut être qu’absolue** **sinon l’état de guerre naturel continuerait**. Les **contractants vont constituer un être unique**, qui est la **République** ou encore le *Common Wealth*, la *Civitas*. Le **dépositaire de cette personnalité est le souverain** ou **Léviathan**, et tout autre homme est un sujet. Il n’y a **aucune distinction à établir entre l’Etat et la société** : ils sont un. La société est l’Etat, l’Etat est la société. Cette idée va perdurer jusqu’à **Rousseau** et il faudra la Terreur sous la Révolution Française et les dangers de la confusion pour que les libéraux, au lendemain de la Révolution, réussissent à dissocier l’Etat et la société.
  + 1. ***LE LEVIATHAN OU SOUVERAIN***

***Page 14, illustration.***

On a en exergue **l’inscription latine** qui est un extrait du **livre de Job**, 41-24. Le Léviathan apparaît sur ce frontispice sous la forme d’un **homme gigantesque**, alors qu’il était femme dans le livre de Job. Cet homme gigantesque est constitué d’une infinité de petits hommes, l’infinité de contractants. Il apparaît comme le protecteur d’une ville paisible qu’il surplombe. Essentiels dans cette représentation, sont les instruments qu’il tient dans ses deux mains.

**Les pouvoirs temporels et spirituels.**

Dans sa main droite, il tire une **épée** cad **l’emblème du pouvoir temporel** et dans sa main gauche, il tient une **crosse épiscopale** qui est **l’emblème du pouvoir spirituel** : **le Léviathan réunit en lui les deux pouvoirs, temporel et spirituel**. (La confrontation des deux pouvoirs a été à l’origine de la **Révolution Anglaise**, **1688**).

Sous chaque bras, 5 caches et des symboles. **Sous l’épée**, on a successivement une citadelle, une couronne, un canon, des fusils, des lances, des étendards et la représentation d’une scène de bataille. Ce sont là l’énumération des dispositions du pouvoir temporel. **Sous la crosse épiscopale**, on a de haut en bas la représentation d’une Eglise, une mitre d’évêque, signes de foudre qui sont les foudres de l’excommunication, syllogismes et dilemmes, symbolisation d’un concile. Ces dessins qui accompagnent la page titre de la 1ère édition du Léviathan représentent les moyens typiques de pouvoir et de combat dans la **confrontation entre le temporel et le spirituel**. Des deux côtés, **le combat politique produit des armes spécifiques**. Les concepts et les distinctions ici présentés sont les armes politiques et spécifiques des puissances indirectes spirituelles que dénoncent Hobbes, qui y voit **les racines de la Révolution Anglaise qu’il s’agit d’endiguer par la réunion de l’ensemble des pouvoirs dans les mains du Léviathan**.

**Les références au Léviathan dans le livre.**

Il y a une référence directe au livre de Job, mais trahison. Ce qu’il faut dire dans l’ensemble du texte est que le terme de Léviathan en dehors de la référence du titre n’est **cité que trois fois** en tout et dans le texte, Hobbes préfère « ***magnus homo*** » ou « ***magnus Leviathan***». Il se manifeste sous la combinaison de quatre figures : Dieu mortel, Grand animal, Homme en Grand, Grande machine. **Ces quatre termes peuvent être pris isolément et opposés aux trois autres pour dégager d’une signfication relevant de la géométrie du quarte :**

* Entre l’Homme et les trois autres, Dieu, animal, machine. Ces trois par opposition à l’Homme **renvoie à l’inhumanité** et cette inhumanité pose la question de la modalité et des effets de l’intervention de l’Etat sous le signe de l’inhumanité. Cette intervention est nécessaire pour **corriger le caractère bestial de l’Homme à l’Etat de nature**.
* La machine et les trois autres, animal, homme, Dieu. Ces trois par opposition à la machine **renvoie à la vie**. Est ainsi soulignée la **nécessité** de faire surgir au sein de la nature une **puissance antinaturelle où se rejoigne les dimensions de l’artifice et de la construction**.

**Les propositions de Hobbes. Dans sa définition du souverain, ces propositions constituent une des théories les plus extrêmes au sujet de l’Etat et de ses pouvoirs sur les individus.**

Le Léviathan **va faire la loi** aussi bien **juridique** que **morale**, et cette loi n’est rien qu’autre que la volonté du souverain : erreur des doctrines parlementaires, à savoir qu’il serait possible que le consentement d’un corps représentatif puisse ajouter quelque chose à la loi ce que réfute Hobbes car la loi ne résulte que de la volonté du souverain. Ce qui va faire que la loi sera une loi sera le fait même qu’elle puisse être mise en exécution par une force coercitive.

Le **pouvoir du souverain est illimité**. Il n’y a **ni droit ni morale** **au-dessus de lui**, puisque c’est lui qui définit le droit et la morale. Le pouvoir du souverain est donc illimité et **sa souveraineté est indivisible** : tous les pouvoirs sont concentrés en la seule personne du souverain et il ne doit rencontrer devant lui aucun autre pouvoir qui puisse le brider. **Le souverain ne peut être déchu** puisqu’il n’a pas contracté avec le peuple, et il n’a donc aucune obligation à l’égard de ses sujets dont on pourrait reconnaître la transgression. **Nul ne peut protester contre l’institution du souverain reconnu par la majorité**, ni incriminer les actions du souverain puisque le souverain émane d’un vote majoritaire donc chacun est considéré vouloir ce que veut le souverain. Il n’y a **pas opposition entre la science et le pouvoir souverain de l’Etat**, et nul besoin de protéger la science contre le pouvoir souverain de l’Etat.

Finalement, le souverain **possède toutes les marques de la souveraineté** : exerce la justice, dispose du droit de faire la guerre et la paix, choisit ses conseillers et ses ministres, châtie et rétribue à discrétion et distribue les honneurs et les rangs. Dans cette perspective, **les députés** ne sont pas les représentants du peuple mais **sont les mandataires du souverain auprès du peuple** car il n’y a **qu’un seul représentant du peuple : le Souverain**.

C’est une définition extrême du pouvoir souverain, qui a quand même une **contrepartie** : le **souverain doit procurer à ses sujets ce pourquoi l’Etat est institué** au sortir de l’Etat de Nature, cad la **sécurité** ou encore une « ***innocente liberté*** ». La liberté étant **l’absence d’empêchements extérieurs à nos désirs.** Le souverain doit **garantir à ses sujets l’égalité devant la loi** et devant les charges publiques, et également **l’instruction** et **l’éducation**. La prospérité matérielle exige que le souverain **lutte contre l’oisiveté**, et le souverain doit être **constamment heureux dans ses entreprises extérieures** cad que s’il fait la guerre il ne peut que la gagner et vient-il à être vaincu, la défaite l’oblige à s’incliner devant un pouvoir qui apparaît supérieur au sien. Si c’est le cas**, ses sujets ont le droit de se rallier à son vainqueur qui devient le nouveau Léviathan**. **Le seul droit de destitution du Léviathan est la défaite de celui-ci dans un conflit extérieur**, ce par quoi Hobbes va justifier lui-même son retour en Angleterre à la suite de la publication de son ouvrage en France et accusation d’athéisme.

**La conclusion sur Hobbes.**

Avec cette théorie du pouvoir souverain développé par **Hobbes** dans le *Léviathan*, on est en **présence d’un Etat illimité**, d’un **absolutisme** au sens propre du terme car théorie la plus aboutie sur l’absolutisme. Il faut faire attention à ce que cet absolutisme n’est **nullement un despotisme** (règne des caprices d’un tyran). C’est ce que ne comprendra pas au XXe **Karl Schmidt**, quand il tentera de faire de ce livre le **modèle pour la constitution du IIIe Reich**. Quand il appliquera le propos hobbesien à la réalité, il se heurtera à de grandes difficultés. Ce n’est **ni un despotisme ni une dictature** où règnera le pur et simple arbitraire car même si la théorie du pouvoir absolu est extrême, elle ne peut incarner une forme de pouvoir tyrannique et dictatorial tel qu’entendu au XIX-XX.

Le **but de la loi créée par le Léviathan est de diriger les sujets su pouvoir afin qu’ils ne soient pas soumis à leurs passions** de la rapine les reconduisant vers l’Etat de Nature. Le but de la loi est de libérer les sujets de leurs passions, mais la loi ne saurait écraser et opprimer les sujets. Ce que préserve l’Etat du Léviathan est l’autorité, bienfait sans prix et qui va faire de l’homo omini lupus de l’Etat de Nature un ***homo omini Deus*** de l’Etat social, de société. La **moindre renonciation à son pouvoir dans cette perspective est funeste, et ceux qui renoncent aux moyens renoncent aux fins**.

* + 1. ***LA CONFUSION OU LA SUBORDINATION DU POUVOIR RELIGIEUX AU POUVOIR POLITIQUE***

**Ce qui peut dissoudre l’Etat comme la première Révolution Anglaise des années 1640, est l’absence d’autorité absolue et indivisible mais ce peut être aussi une conception fausse des rapports du pouvoir civil avec la religion et le pouvoir religieux.**

**Hobbes préconise de fait la confusion du pouvoir politique et du pouvoir religieux.**

Il faut que l’autorité politique n’entre pas en compétition avec l’autorité religieuse, car **Hobbes est hostile à toute division du souverain**. Il défend **l’autonomie de la sphère politique par rapport à toute Eglise**, et sur le modèle de l’Eglise anglicane, il fait aussi du **souverain politique le prêtre suprême**. La puissance de l’Etat Léviathan s’étend aux matières spirituelles, ce qui conduit à **saper les prérogatives papales du pouvoir pontifical** (**réforme mauricienne – réforme élisabéthaine**). Il n’existe pour Hobbes aucune loi dont la validité s’imposerait à la loi politique comme si elle était une loi supérieure. **L’autorité souveraine doit être absolue**, et elle ne trouve pas sa légitimité dans une investiture divine. C’est **car le souverain est absolu qu’on doit considérer le droit comme divin**. C’est dans le contrat entre les individus que le pouvoir va trouver son principe.

**Interprétation de Léo Strauss, *La critique de la religion chez Hobbes*. (1933-1934)**

C’est une œuvre de jeunesse, juif allemand qui avait été contraint à l’exil. Cette œuvre a été commencée à Paris en 1933 et reprise l’année suivante lorsque Strauss séjourne à Cambridge, et demeure inachevée. Sa thèse est la suivante : **Hobbes aurait procédé** à une **critique de la religion de la Révélation**, donc la **religion chrétienne**, à la base de sa pensée politique. Cette critique n’est pas un effet du matérialisme du Hobbes qu’on a vu déterminé mais elle renvoie à une **conception de l’Homme et que du monde que Strauss appelle « *les lumières radicales* ».** **Hobbes veut rendre impossible toute politique théologique** et il combat l’Eglise et la théologie, responsables des guerres de religion.

Il le fait paradoxalement en s’appuyant sur l’autorité de l’Ecriture et va **déduire de la Bible la subordination du religieux au politique**. Pour cela, il affirme qu’Abraham avant de conclure l’alliance avec Dieu était déjà le seigneur souverain de sa famille. Donc, **Abraham ne doit pas souveraineté à Dieu mais à une relation purement humaine et que sa souveraineté n’a pas été créée par l’alliance avec Dieu**. Strauss étend ce raisonnement à d’autres extraits de l’Ancien Testament et pour lui, le primat de la souveraineté temporelle sur celle spirituelle vaut pour l’alliance de Dieu avec Isaac, Jacob ou encore Moïse. A toutes les époques de l’ancienne alliance, **toute autorité se retrouve réunie dans une seule main : la main d’un souverain qui ne doit pas sa souveraineté à l’intersession miraculeuse de Dieu mais à des circonstances purement humaines**.

Le **dualisme des autorités qui est infondé selon Strauss dans l’Ecriture**, et même contraire à l’Ecriture. Il prend appui pour établir **son refus de la subordination du politique au religieux sur la Bible elle-même et l’Ancien Testament**. Après s’être servi de l’autorité de l’Ecriture pour récuser la double-autorité, il va **entamer une critique de la religion de la Révélation** et **radicaliser l’argument cartésien** selon lequel il n’y a de Salut et d’Enfer que terrestres, et seules la science et la politique peuvent permettre à l’Homme de survivre dans un monde incompréhensible.

**La controverse entre Jacques Ier et le Cardinal Bellarmin.**

La **démarche de Hobbes va accréditer la genèse théologico-politique** de l’Etat-moderne. Strauss attire notre attention sur cette genèse et **la controverse éclatant entre le Roi Jacques Ier et le Cardinal Bellarmin**. Jacques Ier appartient à la famille des Stuart, il était **Jacques VI d’Ecosse** et **fils de Marie Stuart** qui avait épousé **François II** (**1558-1560**), elle a dû rentrer en Ecosse, a régné jusqu’en **1567** puis renversée par les protestants et guillotinée par **Elizabeth Ier** en **1587**. Son fils a régné sur l’Ecosse et en **1603**, la **Reine Vierge meurt sans héritier** et **c’est son cousin le plus proche qui prend le trône**. L a controverse éclate entre ce roi qui a accédé en 1603 au trône anglais et le Cardinal, controverse éclatant après un **attentat manqué contre le roi en 1605** qui a été perpétré par des **catholiques anglais** depuis **l’instauration de la Réforme Protestante** sous la reine Elizabeth.

Avant de devenir roi d’Angleterre, le **calviniste Jacques VI d’Ecosse** (Marie Stuart catholique) avait rédigé un ***Traité dit des Libres Monarchies*** et ce traité comportait une vision de la relation de l’Eglise et de l’Etat dont l’idée forte était que **le droit divin des Rois n’était pas lié à une institution ecclésiastique**, le **souverain ne dépendait d’aucune religion** et il n’était pas non plus subordonné à la Loi Commune, Common Law. Donc, **rejet de la vision médiévale de la théocratie pontificale** mais **récuse la conception presbytérienne écossaise car l’Eglise protestante écossaise** avait suivi un chemin plus radical. Sous l’influence du calvinisme, mise en place un système presbytérien : le pouvoir dans l’Eglise écossaise protestante dépendant non pas d’une hiérarchie ecclésiastique mais d’un système d’assemblée beaucoup plus démocratique. Le principe de cette Eglise est la pratique du **sacerdoce universel** : tous les croyants s’administraient eux-mêmes leurs sacrements aux congénères. Cette conception calviniste et presbytérienne avait repris la **théorie de Calvin et de Luther des Deux Règnes**, théorie selon laquelle on admet la coexistence d’un pouvoir temporel et d’un pouvoir spirituel et dans laquelle on **préconise d’être loyaux à l’égard du pouvoir temporel quel qu’il soit au nom de la supériorité du pouvoir temporel sur le pouvoir spirituel**.

Pour en revenir à **Jacques VI**, dans son essai, non seulement **récuse la conception médiévale de la théocratie pontificale mais il a également récusé la conception presbytérienne** alors que **Bellarmin** contre les positions défendues par Jacques VI en **défendant la thèse d’un pouvoir temporel indirect du Pape dans la continuité de la théocratie pontificale** et défendait l’idée que le Pape donnait légitimité au pouvoir des Princes et que le Roi dépendant avant tout du pouvoir pontifical et qu’il n’était qu’indirectement de droit divin. Au cœur de cette controverse, Bellarmin réaffirmait avant tout le primat du pouvoir pontifical donc se trouve posé dans le monde moderne **la question de savoir qui détient la souveraineté absolue de droit divin : le Roi ou le Pape**. **La maitrise politique d’une société sur elle-même implique un Etat souverain, écartant toute l’ingérence extérieure y compris de la part du pouvoir romain au nom du Salut des âmes**. On voit donc dans ces débats une traduction dans l’œuvre de Hobbes et une naissance de l’Etat-moderne qui s’affranchit dans le cadre des monarchies occidentales des interventions extérieures et de l’intervention du pouvoir pontifical qui reposait sur une organisation internationale.

**On voit aussi se dessiner à travers cette affirmation de l’absolutisme la naissance de l’Etat-moderne qui s’émancipe de la justification du droit divin pour déterminer son propre espace de liberté à l’abri de toute ingérence extérieure.**

**CHAPITRE 2**

**LA CONTESTATION DE L’ABSOLUTISME**

**La pensée de Locke, Montesquieu, Rousseau**

**INTRODUCTION**

**Les années 1640 vont constituer pour les monarchies absolutistes françaises et anglaises une période d’épreuves** avec la **Guerre Civile en Angleterre** qui constitue la **Première Révolution Anglaise** et en France, le pendant atténué des évènements anglais à travers **La Fronde**. Après l’exécution du roi Charles Ier à la suite d’un procès, on va **assimiler totalement les évènements en France à ceux anglais et dans un rapport d’assimilation mais aussi de différenciation.**

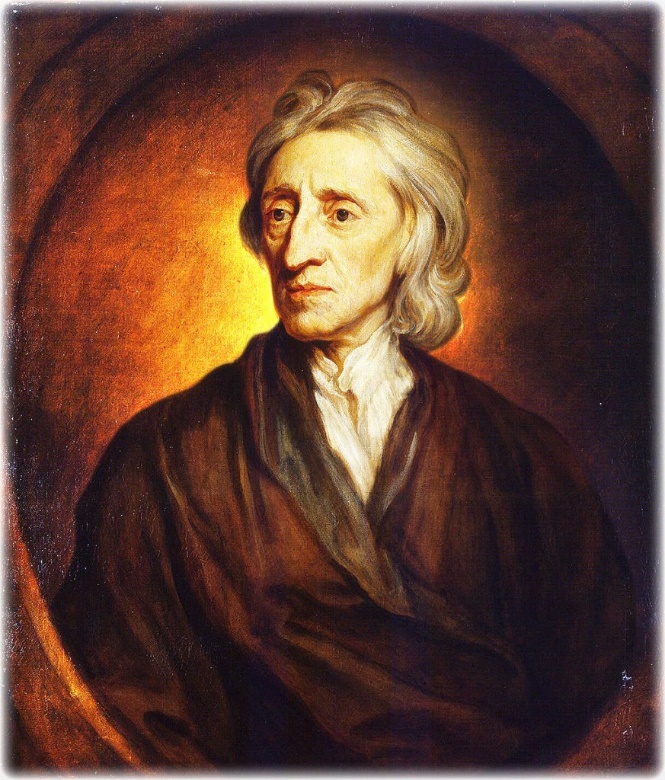
On constate que **l’histoire anglaise va étendre son ombre sur le contemporain français**. L’histoire anglaise va rendre possible une **critique de la politique autoritaire de la monarchie française**. **L’expérience anglaise permet une critique nouvelle du despotisme** et si le despotisme est critiqué, car il accélère le processus de destruction des formes politiques et sociales. Le **despotisme des rois** de **Charles Ier** en Angleterre à **Mazarin** en France (**Marie de Médicis**) est perçu comme étant un **facteur déclenchant à un mouvement de contestation de la monarchie et finalement comme la cause essentielle du processus révolutionnaire**. On va critiquer désormais les faiblesses d’une monarchie paraissant **incapable de faire sentir tout le poids de son autorité**. A partir des années 1650, on s’écarte d’une défense intransigeante de la monarchie contre les périls environnants et on en revient à travers des **théoriciens du pouvoir à l’idée que la monarchie est l’œuvre du peuple**, les rois ont été faits pour les peuples. De tout temps, il y a eu des peuples sans rois, mais jamais de rois sans peuple. S’affirme le droit de **résistance à l’autorité légitime au nom du droit à la sécurité des biens et des personnes et du droit à la liberté**, appartenant à chaque individu.

**La Fronde** en France en **1648** à été **l’occasion d’une résurgence d’un discours politique anti-absolutiste**. Avant que **Louis XIV** ne restaure une confiance absolue en la fonction protectrice de l’absolutisme, cependant, il va demeurer de cette phase quelque chose qui est une écoute toujours prête à s’actualiser et d’autres parts, au moment où après épreuve de la Fronde **Louis XIV** restaure concrètement l’absolutisme, dans le même temps **subsiste le mauvais exemple anglais**. Après la Guerre Civile qui se clôt à l’exécution de **Charles Ier** et le **Common Wealth** de **Cromwell**, on a la **restauration de la royauté en Angleterre** qui va déboucher sur la **Deuxième Révolution Anglaise** (**1688-1689**) dans un processus de mutation idéologique. A la **fin du XVII** : donne naissance à la **monarchie parlementaire**.

A cet épisode que va se rattacher le nom et l’œuvre de **John Locke**, à la **Glorieuse Révolution**. Cette deuxième révolution anglaise ne marque pas que l’Angleterre mais influence aussi l’opinion française à l’époque de l’absolutisme à son apogée sous Louis XIV, et en particulier au moment où Louis XIV abroge **l’Edit de Nantes**, c’est par **l’intermédiaire des protestants français** qui s’exilent en Hollande, en Prusse et en Angleterre que les **évènements britanniques vont avoir un écho sur le continent et à l’intérieur du Royaume de France**. **La fuite du roi Jacques II**, vaincu de la Glorieuse Révolution et qui se voulait à Londres l’allié et l’imitateur de Louis XIV, va produire une impression considérable et **sa défaite souligne la fragilité de la monarchie**.

1. **L’ETUDE DE JOHN LOCKE (1632-1704)**
   1. **LE CONTEXTE HISTORIQUE**

**John Locke** est le **principal théoricien de la Glorieuse Révolution de 1688**, **instaurant définitivement en Angleterre la monarchie constitutionnelle**. Il n’y aura qu’une, après les évènements de 1688-1689, qu’une dernière tentative de restauration avec le roi **Georges III**, seconde moitié du XVIII mais décède : **l’absolutisme est battu**. La monarchie constitutionnelle s’instaure avec le **libéralisme économique naissant**.



**John Locke.**

Il est né en **1632**, fils d’un homme de loi et passe son enfance près de Bristol avant de poursuivre des **études littéraires et de médecine à Oxford.** Il devient le médecin personnel du **Lord Shaftesbury**. Il a été amené à **séjourner en France** entre **1672 et 1679** durant la **Guerre de Flandres** (**1672-1678**) permettant d’annexer la Franche-Comté. Il est amené à **fréquenter la faculté de médecine de Montpellier.**

En **1683**, à la suite de son protecteur Lord, **mis en cause dans une intrigue** visant à écarter du trône le futur **Jacques II**, Locke se voit privé de son enseignement de grec à Oxford et dans ses conditions, **doit s’exiler en Hollande** (Provinces-Unies) entre 1683 et 1689, où il **rencontre** **Guillaume d’Orange**.

**La Glorieuse Révolution**.

Après la **première révolution et la décapitation de Charles Ier**, s’instaure un **régime républicain** qui ne prend pas son nom (**Cromwell** et **Common Wealth**). Les héritiers de Cromwell ne sont **pas en mesure de garder le pouvoir** donc **restauration des Stuart** en 1660 à l’initiative du **Général Monck**, **rappelant sur le trône** le prétendant **Charles II**, fils de Charles Ier qui **opère** ainsi la **Restauration des Stuart**. **Charles II** meurt en **1685**, et à sa mort **son frère lui succède qui est le duc d’York et prend le nom de** **Jacques II.**

**Jacques II est catholique en rupture avec l’anglicanisme**, religion officielle de l’Angleterre et non seulement il appartient à ce qui n’est plus qu’une minorité religieuse mais on le soupçonne aussi non seulement de **vouloir remettre en place le christianisme et l’absolutisme.** Il prend donc des **décisions à caractère autoritaire** qui confirme les soupçons pesant sur lui. En **1688**, les **opposants** à Jacques II se multiplient **font faire appel** au **Stadhouder des Provinces-Unies, Guillaume d’Orange**, qui avait eu la bonne idée **d’épouser la fille de Jacques II.** Il **débarque en Angleterre avec une armée**, Jacques II va **renoncer à son trône sans combattre** d’où **l’expression de Glorieuse Révolution**.

Avec cette renonciation, **Guillaume d’Orange et sa femme Marie** deviennent **Roi et Reine d’Angleterre** en vertu d’un vote des deux chambres du Parlement, **13 février 1689**. Ce vote est **accompagné d’une condition**, d’un contrat : ils doivent **souscrire aux dispositions qu’adoptent les deux Chambres** : le **Bill of Rights**. En vertu de ce bill, le **Roi ne peut suspendre les lois** et reconnaît aussi formellement qu’il est **illégal de percevoir de l’argent pour la Couronne sans le consentement du Parlement**. Rupture avec le modèle du Léviathan de Hobbes, car en présence d’un **véritable contrat entre le Parlement et le véritable Roi**. Le peuple anglais par l’intermédiaire du peuple allemand choisit un Roi se **déclarant prêt à respecter la Constitution** dont les clauses sont nettement définies.

**C’est dans ces circonstances que Locke quitte son exil néerlandais pour revenir en Angleterre.**

Retour par la grande porte car devient **Ministre du Commerce et des Colonies**, sous **Guillaume d’Orange**. C’est un bref passage par la politique car Locke se retire rapidement de ses fonctions ministérielles pour **poursuivre son œuvre intellectuelle**. Il meurt en **1704** en laissant une œuvre abondante dans laquelle on peut citer : *Les Constitutions fondamentales de Caroline* (**1669**), *L’essai sur l’entendement humain* (**1690**), *Les deux traités sur le gouvernement civil*. Ces traités sont publiés la même année que l’essai mais écrits en **1680**.

Le **premier traité sur le gouvernement civil constitue une réfutation des thèses de Filmer**, jugées **irrationnelles** s’agissant de la monarchie absolue. Le deuxième traité contient **l’essentiel de la pensée de Locke en opposition à celle de Hobbes** au sujet de **l’Etat de Nature** et du **contrat**.

* 1. **L’EXPOSE DE LA PENSEE POLITIQUE DE JOHN LOCKE**

**Préambule.**

Suivant la mode intellectuelle du temps, **philosophie du contrat social**, **Locke** va repartir comme **Hobbes** des **concepts d’Etat de Nature et de contrat originel** pour donner **naissance à la société politique.** Il **arrive après Hobbes et son œuvre majeure**, *Le Léviathan*, et donc le souci de Locke est **d’arriver à fonder la liberté politique** en partant des concepts de Hobbes dont il a tiré **d’autres justifications que l’absolutisme** qui n’est pas le despotisme : à l’absolutisme, il substitue la **liberté politique contractuelle**.

**Comment fait-il ? tour de force par une habile progression de son raisonnement.**

* + 1. ***L’ETAT DE NATURE***

**Locke part des mêmes considérations et présupposés que ceux définis par Hobbes.**

L’Etat de Nature se défini par un **Etat de parfaite liberté des individus** mais aussi un **Etat de parfaite égalité**. Pour **Hobbes**, cet Etat de liberté et d’égalité conduisait à l’anarchie complète et lutte de tous contre tous mais pour Locke, cet Etat de Nature sous la liberté et l’égalité n’est nullement un Etat de jouissance et l’égalité n’entraîne pas la guerre de tous contre tous car **la liberté naturelle est en effet bornée par la loi de nature (raison) qui enseigne que nul ne doit nuire à un autre.** Donc, **on peut punir celui qui veut nuire** et ce faisant celui qui va violer la loi de Nature. **Tout le monde dans l’Etat de Nature possède ce droit à deux aspects :**

* Empêcher de nuire.
* Obtenir réparation des dommages.

**L’Etat de Nature : un Etat social et droit de punir.**

Le **droit de punir n’est pas absolu et arbitraire**, il exclut dans son exercice les führers de ce que Locke appelle les « *vainqueurs irrités et vindicatifs* », donc **l’Etat de Nature est déjà un état social**. Les hommes sont **obligés de faire ou de ne pas faire certaines choses les uns à l’égard des autres**, alors même qu’il n’y a alors entre eux encore aucune convention express. Au nom des règles existantes dans l’Etat de Nature chez Locke, il convient que car règne d’une justice et contraintes, il convient de **compter le respect de la propriété privée**. Dans ces conditions, le respect de la propriété privée existe déjà à l’Etat de Nature. Sans doute **Dieu a donné la terre aux hommes en commun** mais la raison veut **qu’ils fassent de la terre l’usage le plus avantageux et le plus commode**, cette commodité demandant une certaine appropriation individuelle des fruits de la terre et de la terre elle-même.

Cette **appropriation individuelle qu’existe à l’Etat de Nature** est fondée par le travail de l’homme, mais est limitée par sa **capacité de consommation**. « *Autant d’arpents de terre que l’Homme peut labourer, semer et cultiver et dont il peut consommer les fruits pour son entretien autant lui en appartient-il en propre.* » : **justification naturelle de la propriété qui est antérieure à toute convention sociale**, différence fondamentale avec Hobbes mais difficulté. Dans la mesure où régnait le sens de la justice sous l’hospice de la raison impliquant de ne pas nuire possible : existence de la propriété.

**Par cela même, Locke rendait difficile le passage de l’Etat de Nature à la société politique.**

* + 1. ***LE PASSAGE DE L’ETAT DE LA NATURE A LA POLITIQUE CHEZ LOCKE***

**Si l’Etat de Nature n’est pas l’enfer décrit par Hobbes, si la bienveillance et la propriété privée y règnent déjà, on comprend mal dans ses conditions pourquoi les hommes qui bénéficient déjà dans l’Etat de Nature de tant d’avantages vont s’en dépouiller volontairement.**

Locke s’en tire subtilement car fait remarquer que si les hommes se trouvent déjà bien dans l’Etat de Nature, ils n’en étaient pas moins **exposés à certains inconvénients** et dans ces conditions, ils sont **amenés à préférer l’Etat de société politique pour être mieux**.

***Page 15. Chapitre IX. Des fins de la Société Politique et du Gouvernement, Traité du Gouvernement Civil. Paragraphe 123 à 127.***

Dans cet extrait, **Locke justifie le passage de l’état de nature à la société civile en deux temps** :

* Le paragraphe 123. Prend acte des **difficultés inhérentes à l’état de nature**. Dans l’état de nature, la jouissance d’un droit reste **incertaine** et exposée à « l’invasion d’autrui ».
* Paragraphes 124 à 127. Vont définir les **trois caractères essentiels de l’association politique** apportant ce mieux par rapport au bien de l’état de nature. 124 : la principale fin que se proposent les hommes est de conserver sa propriété et il manque donc à l’état de nature **trois éléments :** 
  + Des lois établies.
  + Un juge reconnu qui ne soit pas partial.
  + Un pouvoir de contrainte.

Dans l’état de nature, à première vue idyllique, il manque donc des lois établies, des juges reconnues et un pouvoir de contrainte. Tout cela se trouve dans l’état de société et caractérise cet état. C’est pour **bénéficier de telles améliorations** que les hommes vont **passer de l’état de nature à l’état de société et vont accepter le changement.** Pour Locke, la propriété de l’homme est reconnue à l’état de nature mais tout en étant reconnue, elle y reste exposée à une grande **précarité**. Les lois de nature bien que claires et intelligibles ne sont **pas observées en raison de la force des intérêts** et de l’ignorance. Il faut donc trouver un **remède** : **l’association politique. Locke est bien conscient du fait qu’on ne saurait quitter l’état de nature pour un état pire encore.** C’est ainsi qu’il écrit au ***paragraphe 131*** : « *On ne serait prêté à une créature raisonnable l’intention de changer d’état pour être plus mal.* »

**Un contrat social réfléchi et volontaire.**

Chez **Hobbes**, **l’état de nature constitue un état mortel** : il y allait de la vie de chacun d’où le nécessaire sacrifice de la liberté. Le contrat social qui est la résultante d’un mouvement de panique pour assurer la conservation de la vie va aboutir à une situation irréversible. Chez **Locke**, il en va différemment : le **passage de l’état de nature à la société politique** ne se fait plus dans un mouvement de panique mais il s’agit seulement de **tranquillité et de prospérité**. Autrement dit, chez Locke, on ne changera d’Etat qu’à la condition de **préserver au minimum** ce qu’on avait déjà dans l’état de nature. Dans ces conditions, **le contrat social est une décision réfléchie et volontaire, soumise à la critique et réversible** : ils peuvent délier le contrat social pour revenir à l’état de nature. Pointe ici le **droit de dissidence et de résistance**. ***Paragraphe 95*** : « *Les hommes étant tous naturellement libres, égaux et indépendants, nul ne peut être tiré de cet état et être soumis au pouvoir politique d’autrui sans son propre consentement.* » En **mettant l’accent sur le consentement**, **Locke s’oppose à deux thèses absolutistes :**

* Le pouvoir royal n’aurait été que le prolongement dans la société civil du pouvoir paternel. Pour Locke, **aucun rapport entre le pouvoir paternel et politique** puisque le gouvernement du père se distingue du pouvoir politique, car il doit préparer l’enfant à exercer convenablement le moment venu sa raison et sa liberté.
* Présenter le pouvoir comme une conquête. Effectivement, le **gouvernement absolu ne saurait être légitime** car le **consentement des hommes au gouvernement absolu est inconcevable**. Locke faisant allusion au Léviathan de Hobbes : « *Ce serait assurément s’imaginer qu’il serait fort doux pour les hommes d’être dévorés par des lions.* »

**Une définition du contrat social de Locke. L’homme, dans l’état de nature, possède deux sortes de pouvoir :**

* Le pouvoir de faire tout ce qu’il juge à propos pour assurer sa conservation.
* Le pouvoir de punir les crimes commis contre les lois naturelles.

En entrant dans l’état de la société, **l’homme va se dépouiller au profit de la société de ses pouvoirs qu’il détenait à l’état de nature** ; société qui possède les trois caractères essentiels de l’association politique : lois, juges, pouvoir. **La société politique est l’héritière des droits de l’état de nature mais par le contrat, les hommes libres n’aliènent qu’une partie de leurs droits** :

* Les droits conservés. La propriété qui est un droit naturel.
* Les droits aliénés. Les droits qui sont les conditions d’exercice des droits préservés comme le droit d’interpréter la loi naturelle et de punir.

**On peut définir les pouvoirs essentiels de la société politique.**

Le **pouvoir législatif** qui va régler comment les forces d’un Etat doivent être employées pour la conservation de la société de ses membres, le **pouvoir exécutif** qui va assurer l’exécution des lois positives au-dedans et le pouvoir pour le dehors concernant la guerre et la paix que Locke appelle le **pouvoir confédératif**. Le **pouvoir exécutif et le pouvoir législatif doivent être en des mains différentes** car le pouvoir exécutif doit toujours être sur pied ce qui n’est pas le cas du pouvoir législatif, et car il pourrait y avoir une tentation d’abuser du pouvoir qui s’emparerait de ceux entre les mains desquelles ces deux pouvoirs se trouveraient réunis. Le **pouvoir législatif qui est le pouvoir suprême est sacré** : âme du corps politique et **le pouvoir exécutif doit lui rester subordonné**, même si quantité de choses est laissé à la discrétion du pouvoir exécutif.

La **sortie de l’état de nature n’a donc de sens que si elle aboutit à mieux protéger la propriété que l’Homme** possédait déjà à l’état de nature. La société politique n’a d’autre raison que celle-là et **tout autre fin qu’on prétendrait lui donner irait au-delà du mandat** qui constitue cette société. C’est ainsi qu’à la fin du ***paragraphe 127***, **Locke** écrit : « *Chercher dans les lois établies d’un gouvernement un asile et la conservation de leurs propriétés.* »

On peut donc en conclure que pour **Locke**, à la différence de Hobbes, les **droits naturels ne disparaissent pas à la suite du consentement à la société**. Le **pouvoir de société**, incarné au premier chef par le **pouvoir législatif** ne peut être supposé devoir s’étendre plus loin que le **bien public** ne le demande. Il ne peut être absolument arbitraire sur la vie et les biens du peuple et le pouvoir législatif, **quoi que suprême, n’est pas absolu** : il est **limité comme l’état lui-même par les droits naturels**. Il y a donc une force qui se place au-dessus du pouvoir : **les droits naturels**. On trouve donc un principe au cœur de la doctrine des Droits de l’Homme : **ces droits constituent une barrière et une garantie opposable à tous les droits positifs**. C’est **la doxa**.

* + 1. ***LA DOCTRINE DE LA LIBERTE SOUS LA LOI***

**Dans l’association politique, les lois de la nature s’incarnent dans les lois civiles et c’est à ces lois que le juge se réfère et c’est seulement à l’encontre de ceux qui transgressent les lois que la force publique peut être légitimement employée.**

L’Etat de **Locke** est donc un gouvernement de lois, Rule of Law, et Locke montre que **le gouvernement de la loi et la liberté sont indissociables**, doctrine qui sera le cœur du libéralisme moderne. L’essence de la liberté ne consiste pas à pouvoir tout faire : elle est une situation où l’on n’est **pas soumis au pouvoir arbitraire d’autrui**. La **liberté n’est pas un pouvoir mais un rapport social** et la situation de liberté existe dans l’Etat de nature où nul n’est soumis à personne. Si les droits naturels doivent être conservés dans **l’Etat politique, une situation de liberté doit également exister dans ce dernier Etat**. Il importe pour éviter les occasions de conflits de fixer les limites des domaines propres de chacun ; et c’est ce qu’accompli la **loi**.

**De l’essence de la liberté, venons à l’essence de la loi.**

La loi est au premier chef **connaissance de ce que nous devons faire et ne pas faire** si nous ne voulons pas empiéter sur la propriété d’autrui. Elle nous donne ainsi le moyen intellectuel d’éviter tout litige avec autrui et **la loi ainsi conçue rend possible la liberté**. **Paragraphe 57 du traité du Gouvernement Civil**, **Locke** écrit : « *Là où il n’y a pas de loi, il n’y a pas de liberté.* » Sous le règne de la loi, **notre pouvoir d’agir est limité car il nous faut nous abstenir d’empiéter sur la propriété d’autrui**. En revanche, notre **liberté est illimitée** puisque nous ne sommes exposés à rien de ce qui limite la liberté cad à aucune coercition. Si nous agissons conformément à la loi, personne ne sera fondé à venir contrecarrer nos plans. Le **citoyen qui obéit à la loi est libre totalement et sans restriction**. Il est **soumis à des contraintes mais à aucune coercition**.

**Quels sont les attributs de la loi ?**

Il faut qu’il n’y ait aucune incertitude : la loi doit être **claire, générale, publique, non rétroactive, stable et égale pour tous**.

* + 1. ***LE DROIT A L’INSURRECTION***

**Un peuple souverain.**

Pour **Locke**, le **pouvoir est un dépôt** (trust) et **confié au profit du peuple**. Si les **gouvernements agissent d’une façon contraire** au bien public, le **peuple retire sa confiance** et retire le dépôt de confiance. Ainsi, le peuple garde en permanence une souveraineté potentielle en réserve et lui **le peuple et non le législatif qui détient le vrai pouvoir souverain**. Le peuple confie le pouvoir au gouvernant mais il n’y a pas contrat de soumission.

**De fait, au couronnement de tout son édifice, Locke place le droit de résistance à l’oppression : le droit d’insurrection.**

Il est qualifié de « *droit d’en appeler au Ciel* ». **Locke** : « *Le peuple s’est réservé un droit qui appartient généralement à tous les hommes lorsqu’il n’y a point d’appel sur terre : savoir le droit d’examiner s’il y a juste sujet d’en appeler au Ciel.* » L’inertie naturelle du peuple ne le porte pas à s’insurger et **ne s’insurge qu’en dernier recours**. Quand le fardeau de l’absolutisme devient trop insupportable, il n’est plus de théorie de l’obéissance qui tienne.

**Locke élabore donc ici une théorie complète de la Révolution**, justifiant à l’avance la Révolution Wigs de 1688 et par-delà aussi ces évènements, il ouvre la voie aussi aux futures révolutions américaines et françaises de 1776 et 1789. Locke reprend des arguments qui remontent à la **théorie comiste de** **Saint-Thomas d’Aquin** : **on a le droit de résister par la force à un pouvoir politique tyrannique**. L’originalité de Locke cependant est de présenter le **droit de résistance à l’oppression comme un principe constitutionnel.** Il rend donc la Révolution inutile car force ainsi d’avance le gouvernement à se tenir dans des justes limites pour ne pas enclencher ce processus.

**La pensée politique de Locke constitue la base libérale de l’essence individualiste, certaines prémices se trouvant notamment chez Hobbes. Chez Locke que les principes de la démocratie libérale dans le cadre de la monarchie constitutionnelle s’affirment.**

1. **LA PENSEE DE MONTESQUIEU**

**Montesquieu est-il vraiment l’inventeur du libéralisme moderne, ou bien n’est-il qu’un opposant de droite à la monarchie absolue ?** La question ne date pas du XX siècle car dès le XVIII, **Voltaire** qui jalousait **Montesquieu** ainsi que **Condorcet** l’ont **accusé de composer avec les préjugés et de fait, son œuvre maitresse**, *L’Esprit des Lois*, se prête à plus d’une lecture. Montesquieu pose un problème singulier à l’historien des idées politiques : a eu de son vivant une grande notoriété et a pu bénéficier d’une réputation durable de grand penseur. **Sa doctrine reste assez insaisissable**.

* 1. **QUELQUES ELEMENTS BIOGRAPHIQUES CONCERNANT MONTESQUIEU**

**Les éléments biographiques.**

**Charles Louis de Seconda, Baron de Montesquieu**, est né le **18 janvier 1689** au Château de la Brède. Il a suivi entre **1700 et 1705** des études au Collège de l’Oratoire à Juilly, puis de **1705 à 1708**, des études juridiques à Bordeaux. Il est ensuite devenu **avocat puis conseiller au Parlement de Bordeaux**. Il épouse une protestante et va hériter d’un parent l’office de président amortier du Parlement de Bordeaux, mais il faudra attendre d’avoir l’âge requis pour exercer cette charge.

En **1721**, il **publie *Les lettres persanes* rencontrant un grand succès et entre alors à l’Académie de Bordeaux** et trouve l’occasion de s’intéresser à de nombreuses disciplines scientifiques. En **1726**, vend sa charge et **finit par s’installer à Paris** où il fréquente les salons et va être **élu à l’Académie Française**. Il **entreprend aussi des voyages** : **1728-1729,** se rend en Autriche, en Hongrie dans la Monarchie des Habsbourg et aussi Italie, Allemagne et Hollande puis entre 1729 et 1731, passe deux années en Angleterre où il est choyé, **reçu dans la Royal Society** et **admis dans la FM**.

Il publie en **1734** ses *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*. Puis, travail plus vaste qui est de *l’Esprit des Lois*, publié en 1748. Cette publication va lui valoir des déboires car le **livre est interdit par la censure royale** en France dès sa sortie, puis mis à l’index à Rome en **1751** et finalement, **condamné par la Sorbonne** en **1752**. En dépit de ces condamnations, le **succès de l’ouvrage est immédiat car douzaine d’éditions entre 1748 et 1750**. Il est d’un côté affecté par cette polémique et peut bénéficier de l’autre côté de l’aura que lui procure à l’échelle continentale son ouvrage. **Le livre est rapidement traduit dans toutes les langues et rencontre un grand succès auprès des despotes éclairés** : **Frédérique II, le roi de Prusse**, le lit et la **tsarine de Russie, Catherine II**, va prétendre s’en inspirer avec son *Code des Lois*. Les anglais vont accueillir avec plaisir cet ouvrage car éloge de leurs institutions, et vont adopter l’interprétation de leurs institutions.

Ceci dit, les dernières années de la vie de Montesquieu sont difficiles pour des raisons personnelles : **devenu presque aveugle**. Il **meurt à Paris le 10 février 1755**, 7 ans après la publication de son ouvrage à la suite duquel il n’écrira que peu.

**Son œuvre majeure.**

De *l’Esprit des Lois*, **immense ouvrage** fruit d’un travail de très longue haleine d’une vingtaine d’années d’efforts laborieux et d’innombrables lectures. C’est le **grand dessein intellectuel de Montesquieu**, et a écrit lui-même « *Au sortir du Collège, on me mit dans les mains des livres de droit. J’en cherchais l’esprit.*» L’esprit sont les principes, les motifs, les impulsions, les tendances d’après lesquelles on se dirige, et il va vouloir **saisir le juridique et le politique dans tous les aspects de la réalité sociale**. Etant ainsi un précurseur de l’Ecole française de sociologie, comme **Emile Durkheim** l’a affirmé.

**A partir de ces considérations, on peut dégager la problématique de Montesquieu** : pourquoi dans tel pays donné, à un moment donné, sur tel sujet, adopte-t-on telle loi et non telle autre ; pourquoi telle loi est efficace et telle autre ne l’est-elle pas ; questions passionnantes pour l’historien comme pour le politologue ou le juriste mais ne **comportent de réponses que si l’on admet justement qu’il y a un esprit des lois.** Montesquieu a lu les philosophes politiques, historiens anciens et modernes, grand lecteur de récits de voyages en particulier en Orient et connait aussi les auteurs anglais. **Sa méthode est historique et comparative, et est un homme sensible à la diversité concrète et qui se défie des théories abstraites**.

*L’Esprit des Lois* se compose de **6 parties et 31 livres, eux-mêmes divisés en de nombreux chapitres** parfois très courts. Il y a une confusion du plan qui va d’ailleurs grandissante. Au départ, la composition est très nette et perd de sa netteté au fur et à mesure que se développe le projet :

* Les 8 premiers livres constituent la première partie autour de la **Théorie des Gouvernements**. C’est le chef d’œuvre achevé de Montesquieu, à la manière des plus grands auteurs classiques.
* La deuxième partie se compose des livres 9 à 13, et étudie **les lois dans leur rapport avec la défense de l’Etat, la liberté et la sureté, les moyens de gouvernement avec impôts et revenus publics.** Par rapport, il faut entendre un rapport réciproque et non une liaison à sens unique. Il existe le livre 11, *Des Lois qui forment la liberté politique dans son rapport avec la Constitution* et dans ce livre, chapitre VI consacré à la **Constitution d’Angleterre avec la fameuse théorie de la séparation des pouvoirs**.
* La troisième partie est constituée des livres 14 à 18. Elle **analyse les causes physiques**, les **lois doivent être relatives au physique du pays**, au climat glacé, brulant ou tempéré, qualité du terrain, situation, grandeur.
* La quatrième partie est composée du livre 19 qui fait appel à la **notion d’esprit général de chaque nation forgeant au Gouvernement religion**, tradition, mœurs et manières et rend une prépondérance aux causes morales.
* La cinquième partie couvre les livres 20 à 25. On y traite des **lois dans le rapport avec le commerce**, période de rédaction harassante pour Montesquieu car s’étend de 1745 à 1748. L’auteur a lui-même écrit que son travail s’appesantissait, accablé de lassitude. Désordre croissant de l’ouvrage. + livre 26 et 29.
* La sixième partie termine l’ouvrage par une **histoire de la féodalité et du droit français ancien**, représentant un changement complet de registre intellectuel. On est là au livre 27 et 28, puis 30 et 31. C’est dans cette dernière partie consacrée à l’histoire de la féodalité et du droit français que Montesquieu **aborde le problème des origines de la monarchie**, discuté avec passion depuis la période de régence et il y témoigne alors d’évidentes arrière-pensées nobiliaires et anti-absolutistes.

Au terme de cet ouvrage, aucune conclusion à l’ensemble. **Montesquieu** écrit alors : « *Cet ouvrage a pensé me tuer. Je vais me reposer. Je ne travaillerais plus.*»

* 1. **L’EXPOSE DE LA PENSEE POLITIQUE DE MONTESQUIEU : L’ANALYSE DE L’ESPRIT DES LOIS**
     1. ***DES LOIS***

**Un changement de paradigme des lois.**

**Montesquieu** n’est **pas le premier à avoir conçu une physique sociale**, mais **est le premier qui a voulu partir non des essences mais des faits et de ces faits**, dégager leur loi. Sa démarche est à l’opposé d’un Rousseau qui privilégiant l’intuition commencera par écarter tous les faits. Montesquieu dans son souci du fait se **présente sous la forme d’un juriste et d’un spécialiste du politique**. Pour lui, la société n’est l’effet ni d’une institution divine ni d’un ordre naturel : il est **fermé à la métaphysique comme à la théologie** et il reste mal à l’aise sur le terrain abstrait du fondement de la société et du droit, ce qui explique aussi qu’il se tient à l’écart des théories du contrat social qui s’imposent dans la réflexion politique.

Chez lui, absence remarquable de tout contrat social puisque pour lui, **le problème de l’origine est une question absurde : la société se précède toujours elle-même**. **44ème lettre persane** et écrit : « *Qu’on est commencé par rechercher soigneusement quelle est l’origine des sociétés, ce qui me parait ridicule. Si les hommes n’en formaient point, s’ils se quittaient et se fuyaient les uns et les autres, il faudrait en demander la raison et chercher pourquoi ils se tiennent séparés. Mais ils naissent tous liés les uns aux autres. Un fils est né auprès de son père et il s’y tient. Voilà la société et la cause de la société*. » Pour rendre compte de la société, il suffit d’un homme et de son fils. **Montesquieu refuse de soumettre la matière des faits politiques à des principes religieux et moraux**, et refuse aussi de les soumettre au concept d’abstrait de la théorie du droit naturel. Pour lui, dans son refus, **les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses**.

Le dessein de Montesquieu est bien de **changer quelque chose dans la définition de la loi qui est admise**. Effectivement, avant de prendre avec Montesquieu le **nouveau sens d’une relation entre des variables phénoménales** cad **avant de se rapporter à la pratique des sciences modernes**, la loi appartenait au monde de la religion, de la morale et de la politique. Dieu est certes la raison primitive mais les lois le mettent sur le même pied que les êtres. **La loi ne sera plus le reflet d’un ordre idéal et divin, mais un rapport qui reste immanent aux phénomènes**. Montesquieu en appelle constamment à des causes que les hommes ignorent à savoir le climat, le terrain, les mœurs, la logique interne d’un ensemble d’institutions… justement pour rendre compte des lois humaines et de l’écart qui sépare la conduite des hommes tant des lois primitives (les lois naturelles de la morale) que des lois positives.

Chez **Montesquieu**, **les lois dérivent d’un mixte de nature et de culture**. De même que les atomes et les bêtes ont des lois qu’ils n’ont pas faites et qu’ils ne connaissent pas ; de même l’homme même s’il participe à la confection des lois demeure soumis à **des lois qu’il n’a pas faites et qu’il ne connait pas ou imparfaitement**. D’où la **diversité irréductible des systèmes de lois qui recouvre la vision plurielle de l’humanité**. **Lois comme rapports à des faits**.

* + 1. ***LA THEORIE DES GOUVERNEMENTS***

**La théorie des gouvernements constitue le premier livre, et est le chef d’œuvre achevé à la manière des grands classiques.**

Ces gouvernements, Montesquieu va nous les faire voir **arrêtés**, complets, définitifs et comme ramassés sur eux-mêmes de toutes les époques de leur histoire. Ce qui est important et constitue l’originalité de la pensée de Montesquieu est qu’il **rompt dans l’Esprit des Lois avec la classification traditionnelle des gouvernements héritée de la pensée grecque**. Jusqu’alors, on classait les gouvernements en fonction de l’étendue des décideurs : on distinguait la démocratie (collectivité des hommes libres) de l’aristocratie (gouvernement des quelques-uns) de la monarchie (un seul).

Montesquieu substitue une nouvelle classification, **distinguant la République de la monarchie et du despotisme**. Cette nouvelle classification est moins sûre que la traditionnelle dans la mesure où Montesquieu va être obligé de distinguer dans la République la démocratie de l’aristocratie. Ceci dit, **cette nouvelle classification introduite procède de deux éléments permettant de définir ces nouveaux concepts :**

* **Nature.** La structure.
* **Principe.** Comportement individuel type ou les passions humaines qui le font mouvoir, le ressort.

**Nouvelle taxinomie. Les lois doivent être relatives à la nature du gouvernement mais le principe du gouvernement assure, elle, une suprême influence.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **République** | | **Monarchie** | | **Despotisme** |
| **Démocratique** | **Aristocratie** | ***Nature* : un seul gouverne mais par des lois fixes et établies.**  Les **pouvoirs intermédiaires** ont pour fonction de **canaliser la puissance** souveraine en en brisant l’élan. La maxime fondamentale de la monarchie est point de monarque, point de noblesse, et on a un despote. Le clergé constitue un autre pouvoir intermédiaire, dangereux dans une République comme tout corps indépendant mais bien dans une monarchie devenant despotisme. A côté du clergé, les villes avec leurs privilèges comme pouvoir intermédiaire.  Puis, le **dépôt des lois** : des **lois fondamentales fixes et établies devant être placées à la garde d’un corps choisi**, nouveau pouvoir intermédiaire. Ce corps sans cesse rappelle ces lois et les arrache à l’oubli. Ce dépôt des lois est pour le **Parlement**, et **impose au pouvoir royal la lenteur du monde que celui-ci gouverne**.  **Mystère de la monarchie** : que les pouvoirs intermédiaires soient un système complexe de contre-force car effectivement, bien loin de s’opposer entre eux ou au Prince, **ces contre-forces tiennent l’Etat monarchique**. Un mouvement de sédition est automatiquement freiné par la contre-force.  Si la force républicaine convient aux petits Etats, la **forme monarchique est pour les ni trop grands ni trop petits**.  *Principe* : honneur.  **Régime de l’honneur. Cela suppose l’existence de pouvoirs intermédiaires et d’un dépôt des lois**.  **Honneur** : préjugé de chaque personne et de chaque condition. L’honneur est le point d’honneur, la soif de préférence, de distinction. **L’ambition pernicieuse dans une République est au contraire un moteur précieux dans une monarchie**. « *Chacun va au bien commun en croyant aller à ses intérêts particuliers.* » L’Etat monarchique a besoin d’individus et de corps privilégiés. **L’honneur sert l’Etat monarchique et fortifie ainsi l’action des pouvoirs intermédiaires et du dépôt des lois**. | *Nature* : **un seul gouverne mais sans lois et sans règles**, entraînant tout par sa **volonté** et ses caprices.  Quand il parle de despotisme, **Montesquieu** songe essentiellement aux **régimes orientaux** comme l’Empire Ottoman et à la Perse, Chine et Japon. Il a des informations essentiellement par les récits des voyageurs. Naturellement voluptueux et paresseux, et ajoute que le despote oriental se livre dans ses harems à ses **passions les plus brutales.** De ce fait, le **despote ne s’occupe guère des affaires politiques** et se contente de la nomination d’un **vizir** auquel il abandonne tout pouvoir. A son tour, le **vizir va déléguer le pouvoir qu’il a reçu du despote à ses subordonnés et ainsi de suite**.  On peut définir le pouvoir despotique comme une **hiérarchie verticale de pouvoirs absolus** qui sont toujours détenus à chaque niveau par un seul homme, et **toujours exercés de façon arbitraire sans loi ni contre-pouvoir**.  La vertu n’est ici pas nécessaire, et l’honneur ici serait dangereux. « *Il faut donc que la crainte abatte tous les courages et y éteigne jusqu’au moindre sentiment d’ambition.* »  Interprétation de **Louis Althusser** : dans l’ordre des définitions de Montesquieu, le **despotisme est le dernier des gouvernements**. Il est le **premier dans son esprit**. A la différence effectivement de la République et à la ressemblance de la monarchie, c’est un **gouvernement existant mais c’est le gouvernement limite et aussi la limite du gouvernement.** En effet, il n’y a pas de structure et pas de loi. C’est aussi pour Montesquieu **l’idée du mal absolu**, l’idée même de la **limite du politique comme tel** sans transcendance politique ou juridique donc sans passé et sans avenir, le **despotisme est le régime de l’instant**.  **Tous les hommes sont égaux dans le despotisme car ne sont rien**. Les despotes ne règnent que sur l’uniformité du vide, sur des terres abandonnées et sur des déserts. Le despotisme est une **illusion géographique car est une allusion historique**. A travers le despotisme, la monarchie absolue que vise Montesquieu et dans ce qu’il vise de la monarchie absolue, les **tentations qui guettent ce régime que condamne Montesquieu**. Effectivement, en dénonçant le despotisme, Montesquieu ne défend pas contre la politique de l’absolutisme mais les libertés particulières de la classe féodale, sa sureté personnelle, les conditions de sa pérennité et sa prétention de r**eprendre dans les nouveaux organes du pouvoir la place de la monarchie absolue frustrée.**  *Principe* : **crainte.**  **Le distingue de la monarchie.**  Ainsi, est une menace existante. | |
| ***Nature* : le peuple en corps ayant la souveraineté**.  Le peuple, l’ensemble des citoyens, y apparait par deux aspects opposés ou complémentaires : **le peuple est sujet et monarque**. Il donne ses **suffrages qui expriment ses volontés**.  **Montesquieu** écrit : « *La volonté du souverain est le souverain lui-même.* »  Le peuple, étant souverain, doit **faire par lui-même tout ce qu’il peut bien fa**ire. Ce qu’il ne peut pas, le fait par des **ministres** ou **magistrats choisis par lui**.  Il est de la nature de la République (démocratique ou aristocratique) qu’elle **n’ait qu’un petit territoire, sans cela elle ne peut subsister**.  Le **bien commun de la République** est sans cesse mis en danger par la particularisation des intérêts. Par contre, dans une petite République, il est mieux senti et mieux connu.  ***Principe* : vertu**.  Cad qu’elle demande **qu’on fasse à l’Etat un intérêt public, un sacrifice continuel** **de soi,** de ses répugnances, de son égoïsme, de son indiscipline, de son habileté et de tous ses appétits. **Exigences étrangères aux autres gouvernements**.  La **démocratie est le gouvernement du plus grand nombre**, et **fonctionne mal si les lois cessent d’être exécutées**. La cause ne peut en être que dans la corruption du caractère du plus grand nombre. Il faut donc que **cette vertu ne cesse jamais,** c’est pourquoi on a besoin de la **toute puissance de l’éducation** pour imprimer chez les enfants ce renoncement à soi-même, chose pénible. Toutes les lois doivent aller dans ce sens et la voie extrême du partage des terres n’est pas à exclure car le **luxe tourne vers l’intérêt particulier**. Il existe une **austère vertu**, une nostalgie des Républiques antiques aux mœurs si pures.  Dans ces Républiques, introduit les **républiques marchandes**. Hollande et Provinces-Unies. Elles posent un **problème particulier** car contrairement au tableau brossé d’un régime austère qui fuit la richesse, on trouve des riches et des pauvres, des ambitions et des désirs et il se demande comment ces Républiques marchandes ne sont-elles pas corrompues : « *C’est que l’esprit de commerce entraîne avec soi celui de frugalité, d’économie, de modération, de travail, de sagesse, de tranquillité, d’ordre et de règle.* » Ainsi, tandis que cet esprit du commerce subsiste, les **richesses produites n’ont aucun mauvais effet**. Cette voie de la Hollande n’est pas généralisable et reste étrangère à l’esprit des lois de la nation française.  Puis, **république aristocratique**. | ***Nature* : une partie du peuple en corps ayant la souveraineté.**  Le peuple se réduit à un petit nombre de citoyens, les **meilleurs**. Dans ces conditions, il faut **moins de vertu que dans une démocratie mais plus que dans une monarchie**. La demi-vertu préconisée reçoit le nom de **modération**.  ***Principe* : modération.**  L’aristocratie ne peut être tenue que par le respect des lois. A défaut d’être égale à son peuple, il lui faut au moins être égale à elle-même **donc être modérée**.  **Cette distinction opérée entre démocratie et aristocratie** a nourri la réflexion des commentateurs. **Louis Althusser**, *Montesquieu : le politique et l’histoire*, affirme que **Montesquieu ne croit pas à la République** tout au moins en son temps puisque le temps des Républiques qui s’assimile aux cités-Etats de l’Antiquité est passée. La République ne tiendrait que dans des petits-Etats.  Plus au XVII car **émergence des monarchies centralisées et des Empires, structure géographique incompatible** avec la Cité-Etat. Toute vie en République est une éducation sans fin et par les lois, la **République doit forcer les citoyens à la vertu**.  Althusser souligne aussi à travers cette distinction d / a le soin apporté par Montesquieu à distinguer deux peuples : **le bas-peuple**, le peuple au sens large vs **les notables**, les meilleurs qui triomphent d’aristocratie.  **Rousseau** ne veut pas que le peuple souverain légifère par ses représentants car toute représentation est une trahison de l’intérêt collectif alors que Montesquieu tient au contraire qu’une démocratie sans représentants n’est qu’un despotisme populaire imminent. **Montesquieu ne veut pas que le bas-peuple ait le pouvoir**, il lui laisse **simplement le droit de choisir ses représentants et a une capacité à discerner le mérite.** |

* + 1. ***LA CONSTITUTION D’ANGLETERRE ET LA SEPARATION DES POUVOIRS***

***P.19, Livre onzième, chapitre six.***

**Montesquieu** décrit ce qui est pour lui **le régime idéal**, le plus modéré. Les institutions décrites ici sont donc celles **du régime anglais.** **Cet extrait que l’on a sous les yeux se compose de la manière suivante :**

* Les 6 premiers paragraphes décrivent la séparation des trois pouvoirs : **législatif, exécutif et judiciaire**. Garantie la liberté, la sécurité et la modération.
* Les paragraphes 7 à 13 posent le principe que le peuple par l’intermédiaire de ses représentants doit exercer le pouvoir législatif. Les représentants seuls sont capables de discuter les affaires. Le peuple n’est pas apte à gouverner directement mais est **tout à fait apte à choisir comme représentant l’homme le plus éclairé**.
* Les paragraphes 14 à 15 défendent le bicamérisme. Les **gens distingués par la richesse et les honneurs ne doivent pas être confondus avec le peuple** (bas-peuple) et il est donc bon que les nobles et les gens distingués et le peuple de l’autre côté demeurent à part, avec **chacun une Chambre**. Chambre Haute pour les élites (Lords), Chambre Commune pour le peuple.
* Les derniers paragraphes 16-18 posent que le système britannique loin d’être révolutionnaire est en fait le sommet du « **gouvernement gothique** » en faveur duquel il **exprime sa préférence**. Il y a un passage obscur dans cette dernière partie : « *Ce beau système a été trouvé dans les lois* ». Montesquieu condamne la monarchie absolue.

**La liberté du citoyen sera possible si et seulement si les pouvoirs sont séparés, cad détenus par des hommes différents.**

Dans la plupart des royaumes d’Europe, le gouvernement est modéré car si le Prince exerce les deux premiers pouvoirs, il n’a pas la puissance de juger. Montesquieu **analyse ensuite en détail chacun de ces trois pouvoirs** et apprécie que la Constitution anglaise consacre les privilèges, **approuve le bicamérisme dans la mesure où les nobles et le peuple ont des intérêts séparés**. Le **pouvoir exécutif** doit être détenu par un **monarque** qui a un droit de véto sur les lois votées par le **pouvoir législatif**, comme le pouvoir législatif doit avoir le droit **de récuser l’exécutif**.

Le **régime anglais constitue l’exemple** même du gouvernement modéré grâce à la **division et à l’équilibre des pouvoirs**.

**Interprétation de l’extrait.**

Ce chapitre est l’un des plus connus sinon le plus connu de l’Esprit des Lois, et **la signification à lui accorder a été âprement débattue par les commentateurs**. Le problème principal que pose l’interprétation est de savoir si Montesquieu se montre ici partisan du régime de monarchie constitutionnelle tel qu’instauré en Angleterre ou s’il défend au contraire une constitution de type féodale. Autrement dit, **sa conception de la liberté est-elle libérale ou proto-libérale ou au contraire aristocratique et réactionnaire ?** Les commentateurs s’affrontent : **Montesquieu** précurseur de **la Révolution Française** ou de la **révolte nobiliaire** de **1787-1789**.

Commentaire **d’Althusser** : pour lui, et se fonde sur les travaux d’un juriste **Eisenmann**, **Montesquieu parle du mythe de la séparation des pouvoirs**. La thèse défendue est la suivante : la **constitution d’Angleterre** dont est extrait ce chapitre six du livre onze aurait **engendré un mythe, modèle théorique imaginaire car la séparation des pouvoirs n’existe pas chez Montesquieu**.

L’exécutif empiète par le véto sur le législatif et le législatif peut exercer un droit de regard sur l’exécutif. Le législatif empiète également sur le judiciaire puisque le législatif peut aussi s’ériger en tribunal. Donc, bien plus qu’une séparation des pouvoirs, il s’agirait d’une **combinaison ou même une fusion des pouvoirs** et la **modération résulterait d’un partage des pouvoirs entre les trois puissances : Roi, Chambre Haute, Chambre Basse**. Ce partage vise à **exclure en particulier le despotisme populaire**. Premièrement, une force politique reconnue dans la Chambre Haute et deuxièmement, un avenir, une position sociale, des privilèges se trouvant ainsi garantis contre les entreprises du Roi et du peuple.

Il faut reconnaître que nous nous trouvons ici au **cœur d’une controverse difficilement soluble**, liée au flou des formulations de Montesquieu. Des analyses de rédaction de ce passage montrent que ce chapitre comporte des couches de rédaction à des dates fort différentes. Finalement, Montesquieu a empilé ses couches sans trancher définitivement dans un sens ou dans l’autre et la question dont on débat à propos de cet extrait a des réponses multiples.

* + 1. ***LA THEORIE DES CLIMATS***

**Montesquieu se pose entre autres la question de savoir les causes physiques ou morales lesquelles dominent.**



Au XVIe siècle, **Jean Bodin**, *La République*, fut le **premier à introduire la notion de climat dans la science politique**. Dans le chapitre premier du livre cinq, **il affirme que les trois climats qu’il distingue (nordique / méridional / tempéré) nous donnent trois types d’hommes fort différents :**

* L’homme du Nord est fort, brutal, impétueux, mais aussi chaste et pudique. **Bodin** le définit comme **mobile** et **sans parole. Il se gouverne par la force**.
* L’homme du midi par opposition est **lubrique**, **rusé**, porté sur les **sciences occultes**, sur la philosophie et les mathématiques. **Il se gouverne par la religion**.
* L’homme tempéré est tout à la fois **moins fort que l’homme du Nord mais plus raisonnable que l’homme du midi**. **Il se gouverne par la raison et la justice**.

**Montesquieu se pose entre autres la question de savoir les causes physiques ou morales lesquelles dominent.**

Il est le premier à avoir questionné le rapport entre le climat et le régime politique donc quand Montesquieu écrit *De l’esprit des lois*, ce **débat sur le climat et les inflexions politiques est déjà un vieux débat**. Ce débat tourmente encore Montesquieu et après avoir décrit dans sa théorie des gouvernements le jeu des causes morales, il aborde **l’influence des causes physiques**.

***Livre XIV, Des lois dans le rapport avec la nature du climat***. Il **s’intéresse aux effets de l’air froid et de l’air chaud**. **L’air froid insuffle aux individus plus de force corporelle**, plus de confiance, plus de connaissance de la supériorité et plus de hardiesse à entreprendre mais aussi moins de soupçons, moins de politique et moins de ruse. Dans les climats froids, **peu sensible à l’amour et à la douleur**. Montesquieu cite ainsi les **Anglais**.

Dans le ***livre XVII***, Montesquieu aborde ensuite **le thème des rapports entre la nature du climat et les lois de la servitude et à ce propos, il est inépuisable en propositions générales.** Il pose la question de savoir pourquoi il y a en **Asie un esprit de servitude.** Car pas de zone tempérée, le climat chaud est en contact direct avec le climat froid alors qu’en Europe, on distingue une zone tempérée très étendue. Donc, en Asie, des lieux très froids touchent des lieux très froids et par conséquent, des peuples guerriers braves et actifs produit du climat. En **Europe** au contraire, le climat du midi et du nord se refroidisse ce qui fait que les nations sont opposées du fort au fort. **Celles qui se touchent ont le même courage**.

Donc, assemblage hétéroclite et hétérogène, certains écrits de Montesquieu en matière de réflexion climatique rejoignent certaines rêveries développées par Bodin. **Il s’intègre à l’ensemble plus large de l’esprit général qui gouverne les hommes. Montesquieu écrit ainsi :** « *Plusieurs choses gouvernent les hommes. Le climat, la religion, les lois, les maximes du gouvernement, les exemples des choses passées, d’où il se forme un* ***esprit général*** *qui en résulte.* » Les climats de fait engendrent des tempéraments différents.

* + 1. ***LE GOUVERNEMENT GOTHIQUE ET L’ELOGE DE LA NOBLESSE***

**Dans la dernière partie de l’ouvrage, Montesquieu va aborder l’histoire de la féodalité et du droit ancien plus particulièrement au *livre XXVII et XVIII et XXXI*.**

**La querelle des germanistes et des romanistes.**

On assiste à un changement du registre intellectuel autour des **problèmes des origines de la monarchie**. Les écrits de Montesquieu ne surgissent pas ex nihilo mais il y a déjà toute une littérature qui préexiste. Ainsi, une idée a dominé toute la littérature politique au XVIIIe siècle à savoir que **la monarchie absolue qui triomphe encore** au milieu du XVIIIe s’est **établie contre la noblesse**. Le roi effectivement s’est appuyé sur les roturiers pour contrebalancer la puissance de ses adversaires féodaux, et dans ce cadre que se développe sur le terrain des écrits politiques **la grande querelle des germanistes s’opposant aux romanistes** sur **les origines de la féodalité et de la monarchie absolue.**

Les **germanistes** (**duc de Saint-Simon, Boulainvilliers, Montesquieu**) font **l’éloge de la monarchie primitive** où le Roi était élu par les nobles parmi les pairs, comme l’était à l’origine le Roi de Germanie. Dès lors que la monarchie est devenue absolue, le Roi a combattu et a réduit les grands. Les **romanistes** se définissent comme un parti absolutiste, des **défenseurs du pouvoir absolu** du Roi d’inspiration bourgeoise. Ils **défendent la figure de Louis XIV incarnant le souverain absolu et dans lequel aussi les romanistes** voient l’illustration d’un **despotisme éclairée** : idéal du Prince qui sait préférer les mérites de la bourgeoisie laborieuse aux prétentions périmées des féodaux.

**C’est dans le contexte de cette controverse entre germanistes et romanistes que s’inscrivent les écrits de Montesquieu sur le gouvernement gothique.**

Devant l’excellence de la noblesse, il écrit « *La noblesse de France ne puisse déroger ce qui fait la grandeur du pays* ». Montesquieu exprime ainsi son **adhésion intime au principe d’une société d’ordre**, développant ainsi un pdv proche de **Boulainvilliers**. Il marque sa **préférence pour la noblesse d’épée** dont il est issu, sans mépriser pour autant la noblesse de robe à laquelle il appartient aussi. Il **légitime donc le droit féodal qu’il considère comme parfaitement valide.**

 **Quel doit être le pouvoir de la noblesse en France ?** **Montesquieu** a d’autant fait une **position médiane entre partisans de la noblesse d’épée et le Tiers-Etat**, donc **médiane** entre la thèse de **Boulainvilliers** disant que la noblesse conquiert tout le pouvoir car descend des guerriers germaniques et celle de **l’Abbé du Clos**, qui prétend que la noblesse ne doit avoir aucun pouvoir. **La thèse de Boulainvilliers qui était le défenseur du pouvoir de la noblesse** justifiait la prééminence sociale de la noblesse par le fait que les nobles français présentaient comme les descendants des conquérants francs, alors que ce même Boulainvilliers voyait dans le tiers-Etat les descendants des gallo-romains vaincus par les Francs à l’époque des grandes invasions barbares. Les privilèges des nobles dans la société d’ordre au XVII-XVIII auraient ainsi constitué la suite de ce précédent historique. **Montesquieu se situe dans une position médiane** entre noblesse et Tiers, **critiquant Boulainvilliers** qui a prétendu que toutes les terres auraient été accaparées au moment des invasions barbares du Ve par les Francs. Il justifie tout de même le droit de conquête et retrouve Boulainvilliers sur **l’idée que la noblesse descend des conquérants**.

On peut faire de **Montesquieu un opposant de droite à l’absolutisme royal** qui a servi dans la suite du siècle à tous les opposants de gauche, entre « car sont des anachronismes. De fait, Montesquieu apparaît comme **étant davantage de droite** dont les arguments ont aussi pu être repris par les opposants dits de gauche. C’est **car il plaidait la cause d’un ordre dépassé, « la monarchie gothique »** donc la **monarchie élective** que Montesquieu va donc se faire l’adversaire de l’ordre présent qui est la monarchie absolue. **Sa pensée est en fait assez conforme à la pré-révolution nobiliaire des années 1787-1788** qui va précéder et précipiter la **Révolution**, traduisant le refus de la noblesse d’accepter les réformes que tentent de proposer la monarchie absolue de Louis XVI pour résorber les questions financières.

1. **JEAN JACQUES ROUSSEAU (1712-1798)**

**Par sa protestation contre l’absolutisme royal, la théorie de l’Etat républicain, Rousseau partage donc certaines des convictions de la tradition démocratique et libérale.**

* 1. **LA VIE ET LA NAISSANCE DE JEAN JACQUES ROUSSEAU**

**La vie de Jean-Jacques Rousseau.**

**Né à Genève**, République coincée entre le Royaume de France et la confédération helvétique. Rousseau est né à Genève, République Indépendante, le **28 juin 1712**. Son père était un artisan horloger, pas moins féru de l’être antique. Depuis le XVI, **Genève a été la capitale du calvinisme**, **Calvin** étant venu s’installer à Genève et de fait l’empreinte calviniste est très forte et marque l’éducation de Rousseau. Quand il atteint l’âge de 10 ans, son père est exilé de Genève pour des raisons politiques. Rousseau est **placé en pension chez un pasteur**. En **1725**, est pris en apprentissage d’un graveur. Cette expérience ne lui convient pas et en **1728**, **quitte Genève**. Marque le début d’une longue période de vagabondage entre la Savoie et la France.

Au cours de cette période, il est finalement **recueilli à Chambéry**, duché de Savoie rattaché au Piémont, chez une aristocratie, **Madame de Warens** le **convertissant au catholicisme**. Il reste sous sa protection pendant 13 ans. Elle lui tiendra tout à la fois de mère et d’initiatrice aux plaisirs sexuels. Sa protection lui permet de poursuivre sa formation intellectuelle en autodidacte, s’initie à la musique, lettres et philosophie.

En 1741, âgé de **29** ans, il **quitte Chambéry pour se rendre à Paris**. Devient l’ami de **Diderot**. Il obtient ainsi une place de secrétaire auprès du comte de Montaigu, exerçant la fonction d’ambassadeur de France à Venise jusqu’en **1944**. Avant de devenir écrivain, explore ses talents de musicien et parvient à faire représenter son Opéra, *Les Muses Galantes*. A cette époque qu’il rencontre aussi une lingère, **Thérèse le Vasseur**, devenant sa compagne. De cette union vont naitre cinq enfants, tous abandonnés à leur naissance aux enfants trouvés. Cette pratique délibérée justifiera l’indignation de **Voltaire** quand R écrira *Le traité de l’Education*.

En **1750**, **Rousseau va acquérir la célébrité en répondant à la question posée au concours** de l’Académie de Dijon : *Si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs*. Rousseau justement qui cherche alors le scandale va réussir à provoquer les esprits en **répondant en parfaite opposition** par rapport à la réponse attendue : discours sur sciences et arts avec une réponse négative. En 1755, toujours question de l’Académie de Dijon, fait le discours sur l’origine des fondements de l’inégalité entre les hommes et **Rousseau marque son hostilité à la société et à la civilisation**. Il va renoncer pour lui-même à toute forme de vie mondaine, s’installant à la **campagne**.

**Va être amené à composer ses grandes œuvres.**

*La Nouvelle Eloïse, l’Emile, le Contrat Social*. L’Emile lui vaut des déboires car ce traité sur l’éducation va faire l’objet **d’une condamnation du Parlement de Paris** car c’est la profession de foi du vicaire savoyard annexée à l’Emile qui est condamnable, dans laquelle Rousseau développe ses idées pédagogiques et religieuses : **accusation d’athéisme**. Se redouble d’une condamnation du Conseil de Genève, condamnant l’Emile et **condamne le Contrat Social**.

Face à ses difficultés et menaces d’arrestation, Rousseau va recommencer une **pénible période d’errance** durant une dizaine d’années. Il se refugie à **Mortiers, principauté de Neuchâtel**, à cette époque enclavée dans le territoire de la confédération helvétique mais souveraineté du roi de Prusse. En réponse à sa condamnation, publie *Lettres écrites de la montagne* constituant une **apologie de ses idées politiques et religieuses et rédige aussi un projet de constitution de la Corse**. La Corse est alors possession de la république de Gênes, et s’est insurgée contre Gênes et lutte à ce moment pour son indépendance. Finalement, la France qui rafle la Corse.

En **1765**, sur invitation du philosophe **Hume**, gagne l’Angleterre et reste trois ans : 1765-1768. En **1768**, il rentre en **France** et s’établit à Paris. Il est de plus en plus en proie à la **hantise du complot**, car chez lui une forte paranoïa qui a aussi été exacerbée par les attaques qu’il a subi. Il rédige : *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, ouvrage qui paraît en 1771. A cette date, la Pologne est aux prises avec ses puissants voisins, la Russie, la Prusse et la monarchie des Habsbourg se préparant au **premier partage de l’Etat polonais** avec la **disparition de l’Etat indépendant de Pologne** en **1795**. Les deux derniers œuvres de Rousseau : *Rousseau juge de Jean-Jacques et Les Rêveries du Promeneur solitaire*, **1797-1798**, et s’éloignent de toutes préoccupations politiques.

Il **meurt** en **1798**. Les rêveries et les confessions seront publiées à titre posthume, 1799 et sont plus autobiographiques. Sous la Révolution, lendemain de la chute de Robespierre, les cendres de Rousseau sont solennellement transférées au Panthéon.

* 1. **LA PRESENTATION DE LA PENSEE POLITIQUE DE ROUSSEAU**

**L’œuvre de Rousseau ne se restreint pas à son œuvre politique, mais on peut distinguer dans l’ensemble de la production de Rousseau une œuvre plus particulièrement politique. Les œuvres politiques de Rousseau ont été réunies dans le tome III de ses œuvres.**

**La supériorité de la nature et la critique de la société.**

Dans la réponse qu’il va apporter à la question posée par l’Académie de Dijon, 1750 : a **corrompu les mœurs**, le progrès est mauvais. La **nature est supérieure à la civilisation**. Ce qui dérange surtout dans les écrits de Rousseau quand ils paraissent : surtout un **certain ton personnel qu’adopte Rousseau qui va ensuite s’affirmer de plus en plus dans ses écrits postérieurs.** Effectivement, il ne parle pas de la société à la manière d’un savant qui observe de loin mais **dénonce cette société** et son réquisitoire qui est moral et social ne se revendique d’aucune institution. Il revendique pour lui-même le droit de remettre en question son temps et l’ordre politique et social de son époque. Il le trouve dans sa **conscience morale, qu’il déclare souveraine et indépendante** de toutes institutions. La critique rousseauiste traduit l’individu en révolte contre cette société dans laquelle il ne se reconnaît plus. Ce **sentiment de révolte va s’affirmer dans toute l’œuvre de Rousseau, dont ses écrits politiques**.

**L’opposition fondamentale qui est la base de la critique rousseauiste est celle qui se situe entre l’être et le paraître.**

Cette opposition recoupe une seconde : **l’homme naturel et l’homme de l’homme**, l’homme produit de la civilisation. L’homme naturel est libre et indépendant tandis que le second est prisonnier du monde de l’apparence. La critique de Rousseau dévoile donc le monde des apparences, et cette **critique est moralisatrice et riche en observations sociologiques.** Son interrogation : **opposition entre nature et culture**.

**Le discours sur l’origine et les fondements de l’inégalité entre les hommes fournit une double réponse :**

* Un modèle d’Etat de Nature.
* Esquisse l’histoire hypothétique de l’homme à travers le processus de la dénaturation.
  + 1. ***L’ETAT DE NATURE***

Rousseau, tout en **utilisant l’information sur les sociétés primitives alors fournies par les récits de voyages**, Rousseau **n’envisage pas l’Etat de Nature comme une réalité directement observable** et pas non plus le mythe du bon sauvage. **Rousseau construit un cadre théorique** pour l’homme pur tel que sorti des mains de la nature.

**La première thèse défendue est que l’inégalité n’existe pas à l’Etat de Nature.**

* + - 1. **L’inégalité inexistante à l’Etat de Nature**

La **liberté et l’indépendance sont autant d’attributs de l’homme à l’Etat de Nature**. L’homme originaire a deux traits essentiels : **l’amour de soi et la pitié, la répugnance à voir périr** ou souffrir tout être semblable.

Même s’il reconnait à l’homme originel la pitié et la raison, **Rousseau est loin d’idéaliser cet Etat**. L’homme naturel est un animal bordé aux seuls instincts physiques : « *L’homme sauvage privé de toutes sortes de lumières.* » Pour Rousseau, le **mal viendra de l’amour** donc l’attachement exclusif et vaniteux à un seul objet sexuel apporté par la société et les femmes.

Dans l’EDN, les **hommes ne sont même pas une horde car les individus sont isolés les uns des autres**, errent dans les forêts et ne connaissent ni famille, ni propriété, ni interdit. La reproduction de l’espèce est assurée au gré de copulations hasardeuses dans un cadre paisible, donc aucune violence. Seuls les individus robustes survivent.

**L’opposition avec Hobbes.**

**L’homme naturel ne pense pas puisqu’il ne possède pas encore le langage** dont il a au demeurant pas la connaissance car n’est pas sociable et ne connait pas la société. Rousseau estime alors que la connaissance commence par les sens, à défaut de langage, l’abstraction qu’après cout. L’homme naturel n’est ni moral ni **très moral**, et l’unique passion qui nait avec l’homme, l’amour de soi, est indifférent au bien et au mal. L’homme naturel est heureux, libre, innocent, indépendant et innocent pas absence de toute conscience morale. Donc, opposition avec **Hobbes**. **Rousseau rejette complètement la conception d’Hobbes d’un EDN caractérisé par la guerre de tous contre tous. Rousseau avance deux explications pour l’erreur d’Hobbes :**

* Hobbes n’a pas compté au nombre des instincts naturels la pitié.
* Hobbes n’a pas vu que la guerre résulte de la lutte pour la prééminence, conception absente à l’EDN.

Donc, pour R, à l’EDN, hommes ne connaissent pas la guerre, **l’homme naturel n’est pas méchant, seulement farouche**.

**Rousseau s’oppose à Hobbes et s’oppose aussi à Aristote, et à toute la tradition du droit naturel avec Locke.**

Effectivement, pour R, la sociabilité n’est pas innée à la nature humaine. Cette double opposition à Hobbes et Aristote + Locke marque et souligne l’originalité de Rousseau par rapport aux grands courants politiques de son temps. Pour Rousseau, **l’EDN n’explique pas les motivations, les comportements de l’homme social.**

**Si à l’EDN l’homme ressemble à l’animal, différence fondamentale : une qualité.**

Pour l’identifier, néologisme : la **perfectibilité**. **L’homme est perfectible**, a la capacité d’accumuler des connaissances, d’inventer des outils, d’enrichir ses sentiments et la **possibilité de se donner de nouveaux besoins** à la différence de l’animal dont la nature reste fixe. Ce serait donc le **propre de l’homme**, le conduisant sur le **chemin de la dénaturation**.

* + - 1. **L’effectivité du passage à l’Etat social**

**Le principe de dénaturation.**

La première enclosure qui est la décision d’un homme tout à coup de planter des piquets autour d’un champ pour en interdire l’accès, décision ayant des suites tragiques. Il évoque également des grandes inondations, des tremblements de terre, des pulsions du globe détachant des îles du continent d’où un rétrécissement du territoire. Il évoque encore la division du travail, donnant la propriété, l’agriculture, la métallurgie et la société hiérarchisée. Il appréhende ainsi ce qu’on appelle **la révolution du néolithique**, induisant ce phénomène fondamental qui est l’amorce de la division du travail.

Au cours de leur dénaturation, les hommes se donnent des niveaux besoins et pour les satisfaire, ils **dépendent de plus en plus les uns des autres**. S’affirme ainsi un besoin de **sociabilité** qui va avoir des effets contradictoires. Sous l’effet de l’intensification des relations entre les hommes, l’homme va tout à la fois gagner en conscience morale et **tout en gagnant en conscience morale, il va succomber au vice**. Ainsi, la société produit de plus en plus de richesses mais **l’inégalité devient par la même une réalité**.

**L’homme a créé des liens sociaux mais les intérêts égoïstes et la discorde le sépare de ses semblables**.

L’homme va de ce fait découvrir la passion soit l’amour propre, sentiment artificiel, qui submerge désormais l’amour de soi qui était l’instinct de conservation. Se met en **place une marche à l’inégalité**, encouragée par le développement de la considération de la vanité et du mépris. Chacun commence à regarder les autres de manière défavorable, et **chacun commence à vouloir être regardé lui-même**.

D’où la **dépravation de l’espèce humaine** et Rousseau alors rejoint **Machiavel** : l’homme de la dénaturation devient « *un être fourbe et artificieux avec les uns, impérieux et dur avec les autres, à qui l’ambition dévorante inspire un noir penchant de vouloir nuire à ses semblables. »* (Machiavel). C’est **l’inéluctabilité de la guerre**. « *La société naissante fit place au plus horrible état de guerre.* », R.

Donc, **la guerre de tous contre tous, départ d’Hobbes, va nécessairement conduire au contrat social**.

**Le premier Contrat Social de Rousseau.**

Il est à l’origine d’une société civile existante, et a été **imaginé par les riches et réalisé au seul avantage des riches**. Puisque l’état social actuel de l’homme où règne l’amour propre et les passions n’est point l’état originel de l’homme, il faut en changer : il faut **changer de Contrat Social**. Il va prendre l’aspect d’un second contrat.

**Le second Contrat Social de Rousseau.**

Consacre une institution sociale pleinement légitime.

* + 1. ***LE CONTRAT SOCIAL***

**Le projet formulé par Rousseau dans le discours sur l’origine et les fondements de l’inégalité renvoie à un ouvrage, *Des institutions politiques* et de cet ouvrage inachevé, Rousseau a détaché et publié *Du Contrat Social*, seul morceau achevé.**

***Lecture du Chapitre I du Livre I. P24. Le Pacte Social.***

Nous sommes en présence de lignes très fameuses de Rousseau, **ouvrant le Contrat Social** et entend traiter une **question de légitimité de droit et non pas d’histoire**. Possibilité d’établir une cité juste fondée sur la loi. C’est l’objet du Contrat Social et effectivement, contrairement à Montesquieu, **Rousseau ne s’intéresse pas à la diversité dans l’espace des législations et institutions politiques**. Il faut s’interroger sur le **fondement de l’Etat** et répondre à cette question : comment les hommes libres, égaux et indépendants par leur nature pourrait se soumettre à leur nature ?

**Le modèle fourni par Rousseau est explicatif et normatif pour comprendre les institutions politiques existantes et juger de leur légitimité.**

* + - 1. **Le contrat fondateur**

Nous avons au point de départ un **Etat de Nature déstabilisé** : **nécessité pour les hommes d’agréger leurs forces** d’où la formulation du problème fondamental que les contractants cherchent à résoudre, trouver une forme d’association pour défendre et protéger la personne et les biens de chaque associé d’où le recours à la **première Convention** et qui est **l’essence du pacte social**, et d’où la **formation du corps politique légitime composé d’individus autonomes libres et égaux en droit**. Raisonnement cohérent et logique.

**Nous sommes donc issus en présence de formules particulièrement denses, se prêtant à plusieurs interprétations et ayant suscité des controverses multiples**. Le **corps politique légitime est composé d’individus autonomes qui sont libres et égaux en droit** et qui participe directement aux affaires de l’Etat, et formant ensemble le peuple souverain. La **souveraineté vient s’exercer par des lois** qui statuent que sur les problèmes concernant le corps politique dans son ensemble, toute division de la société en ordres hiérarchisés sur le modèle de la société d’AR se trouve **condamnée comme illégitime et injuste**. Le CS n’est ni engagement entre les particuliers et de ce pdv, R s’oppose à H ; ni un engagement entre les contractants et le Prince. **Chaque contractant prend un double engagement à respecter la loi : un engagement avec soi-même et un engagement avec la cité cad avec le corps politique et moral qui est fondé par le Pacte**.

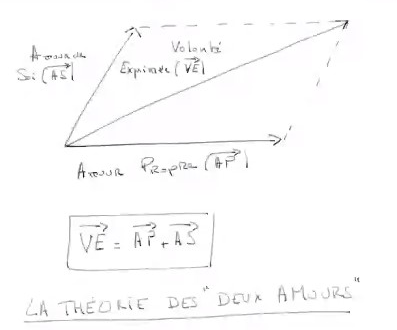
Le CS garanti la liberté et la sécurité individuelles, et garanti la paix publique, la jouissance de la propriété privée. Mais cependant R par opposition à L ne **pense pas qu’on puisse faire converger les libertés individuelles dans le bien public**. La cité ou République doit être juste, doit supprimer l’inégalité sociale qui est source de maux et de division. Elle repose sur la **vertu de ses membres**. La cité comporte des exigences légales et morales à l’égard de ses citoyens, avec le respect de la loi qui est l’expression de la volonté générale.

* + - 1. **L’exposé du concept de rousseau : de la volonté générale**

De la **volonté générale**.

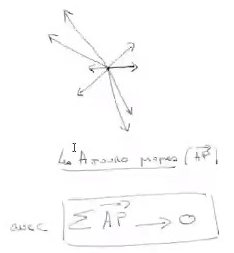
Le corps moral et collectif, la juste Cité ou la République, a une volonté et cette volonté ne peut-être déléguée à un monarque donc **inaliénable** mais elle est aussi **indivisible**. Il va **élaborer un concept de volonté générale.**

La **volonté générale n’est pas la volonté de tous**, qui serait un simple compromis entre des volontés et des intérêts particuliers. Elle vise au contraire **l’intérêt général et le bien commun**. **Elle est donc une, inaliénable, indivisible et juste**.

Pour arriver à ce concept, **Rousseau va développer la théorie des deux amours :**

* L’amour de soi.
* L’amour propre.

Il va envisager leur mélange. Pour **Rousseau, il y a en chaque homme deux amours** : **l’amour de soi** qui est rationnel et objectif, présent dès l’Etat de Nature. A côté de cet amour de soi, **l’amour propre** qui résulte de l’apparition de l’Etat social et qui est au contraire irrationnel et subjectif. Pour R, quand un individu en particulier dit vouloir quelque chose, sa **volonté exprimée est la somme des deux amours qui sont en lui.**

La volonté exprimée est la somme vectorielle de l’amour propre et de l’amour de soi. Or, le processus de vote permettant de dégager **la volonté générale va permettre d’annihiler la volonté propre pour ne conserver que l’amour de soi, cad la raison**. Au début du vote qui détermine la volonté générale, chaque votant ne va voir en effet que ce qui résulte en lui de l’addition de la somme vectorielle. Il y a chez tous les hommes qui vont participer d’un processus électoral un même amour de soi, qui fait que le vecteur représentant l’AS est identique chez tous les individus avec la même intensité. La **composante AS chez tous les participants peut être représentée par des vecteurs parallèles et égaux entre eux**. En revanche, **composante AP est essentiellement contingente donc la répartition des vecteurs AP** est aléatoire et la direction de ses vecteurs également avec toutes les intensités selon les individus.

**La volonté générale va résulter de l’addition des vecteurs AS (constante) et AP (variables de direction et d’intensité divergentes).** Or, si on opère une somme vectorielle de tous les vecteurs AS et AP, composantes AS qui sont toutes parallèles et de même intensité vont s’additionner tandis que les composantes AP qui sont d’intensité et de direction opposées vont si l’assistance est suffisamment nombreuse s’annuler car les passions des uns et des autres et leurs volontés personnelles vont tendre vers 0. Donc, **l’addition de toutes les volontés exprimées résultantes AS + AP va aboutir finalement à une addition des seules composantes rationnelles AS et annulation des composantes subjectives AP**. La seule addition des AS va représenter la volonté générale, qui est la seule à subsister. Elle va devenir manifeste et le vote de ce pdv paraît comme un révélateur de la raison présente dans l’Assemblée des votants.

**Le corollaire de cette théorie.**

Cette théorie a un corollaire puisque dans la volonté générale, c’est l’AS qui apparaît paradoxalement en forçant à obéir à l’intérêt général. En forçant un homme à obéir à l’intérêt général, **on force l’homme à être libre** car on le débarrasse de la passion qui était en lui et qui l’empêchait de voir son propre bien.

**Cette conception qui est celle de Rousseau de l’intérêt général qui apparaît dans une procédure électorale pour révéler les composantes rationnelles, porte aussi en elle-même condamnation par Rousseau des brigues ou factions.**

A savoir les partis. Effectivement, dans le processus de la volonté générale que défend Rousseau, les **passions ne s’annulent que si les votants sont suffisamment nombreux et parfaitement indépendants** les uns des autres. S’il en allait différemment, si les personnes rentrent en relation et coordonnent leur vote, harmonisation de la composante AP sur le vecteur AS et donc, tricherie. La volonté de chaque association devient générale pour ses membres donc la **délibération est de mauvaise qualité car plus annulation du facteur irrationnel**. **La volonté de tous s’oppose à la volonté générale**, se caractérisant par l’addition des AP permettant de l’annihiler. Rousseau condamne donc le système des partis politiques car constituent un écran qui **brise la révélation de la volonté générale**.

Rousseau dit que dans une **assemblée du peuple souverain, chacun pense au bien commun et plus la prise de décision tend vers l’unanimité et plus la décision s’effectue sous les hospices de la raison**, car si unanimité, veut dire que chaque électeur voit sa volonté exprimée s’assimiler à la seule composante AS et que chaque composante AP est nulle.

* + 1. ***LA REPUBLIQUE ROUSSEAUISTE : LE LEGISLATEUR***

***P25, Chapitre VI de la Loi.***

Le premier paragraphe : **Rousseau** pose le principe que **la République est régie par des lois et gouvernée par l’intérêt public**, mais il pose ensuite dans le deuxième paragraphe si le peuple lui-même est capable de poser le contrat social et ce paragraphe pose donc la nécessité de l’intervention d’un deus, donc du **législateur**.

Le modèle politique qui est pensé par Rousseau participe de ce mouvement qui au XVIII annonce **l’avènement de la théocratie et d’un espace politique nouveau**. Mais Rousseau, sa principale passion consiste en la souveraineté du peuple dans un champ politique avec une **solidarité entre les citoyens**. L’exemple lui est offert par les petites communautés urbaines et rurales fermées sur elles-mêmes, idéalisées de Sparte et de Rome. **L’idéal est un petit peuple aux mœurs de démocratie directe**. En revanche, la République comme forme de gouvernement est mal adaptée aux grandes nations modernes. Il porte de **préserver les liens intracommunautaires**, **protéger le corps politique contre la naissance de conflits en son sein**. On arrive ainsi à ce qui était déjà annoncé par le deuxième paragraphe :

1.**La théorie du législateur**

***P25-26, Chapitre VII, Livre II.***

Analyse de cet extrait. Dans le premier paragraphe, **Rousseau évoque une intelligence supérieure**. Dans le deuxième, **décrit le statut du législateur**. Dans le troisième, revient sur l’exemple de la royauté à Sparte et le modèle des cités-états fermées sur elles-mêmes. Dans les paragraphes 4 et 5, reviennent sur le **statut particulier du législateur qui ne doit pas détenir le pouvoir législatif** et il y a donc une nécessité de **soumettre la volonté particulière du législateur au suffrage libre du peuple**.

On est donc ici en présence de la première rupture qui intervient dans l’argument de Rousseau. Effectivement, **l’établissement du contrat social requiert l’intervention d’un personnage extérieur**, d’un ***deus ex machina***, ce qui renvoie au problème de l’œuf et de la poule pour savoir qui doit être premier entre le bon peuple et les lois. Pour **Rousseau**, on ne peut laisser le peuple s’instituer tout seul. Le législateur participe de la dialectique du pouvoir, du voir et du vouloir. **Le législateur de génie voit le bien**, mais alors il y a un **problème de compatibilité avec la théorie de la volonté générale** : **comment le peuple pourrait-il approuver ce qu’il ne voit pas de lui-même ?**

**2.La question insoluble de la représentation**

***Chapitre XV du Livre III***.

**La souveraineté, car ne peut pas être aliénée, consiste dans la volonté générale et la volonté générale ne se représente point** : elle est une ou elle est autre. Le peuple anglais pense être libre mais ce n’est qu’une pure illusion : la représentation parlementaire des anglais est une pure illusion car la représentation est un leg du gouvernement féodal. Donc, **condamnation nette et franche par Rousseau à l’égard de tout mécanisme représentatif, car la souveraineté ne peut être représentée**.

Donc, on est en présence de la nation de Rousseau à l’égard de tout mécanisme représentatif car la souveraineté ne peut être représentée car ne peut être aliénée. Or, **la démocratie directe ne correspond pas aux grands territoires**. Donc, il prend le contrepied de la position de **Montesquieu**.

* + - 1. **La religion civile**

***Chapitre VIII du Livre III***.

Analyse de cet extrait : le paragraphe 1 pose le **principe de la tolérance de l’Etat en matière religieuse**. Le paragraphe 2 soutient qu’il **appartient au souverain de fixer les articles de la sociabilité** et il y a possibilité de **punir de mort un citoyen qui ne la respecterait pas**. Le paragraphe 3 pose les **caractères généraux et énonce les dogmes de la religion civile**.

**La religion civile constitue le préalable indispensable à la pratique de la tolérance religieuse au sein de la République, sans lequel il n'est pas possible justement de pratiquer cette tolérance.**

Il n’y a qu’un seul dogme qui est légitime : la **tolérance**. **Rousseau** donc fait ici sienne **une des idées maitresses des Lumières.** L’Etat n’intervient pas dans les croyances religieuses de ses citoyens et il assure la liberté de conscience. **Aucun culte n’est considéré comme religion d’Etat** et tous les cultes sont tolérés à condition qu’ils respectent les principes de la tolérance. Il **appartient au peuple souverain de fixer** « *une profession de foi purement civile* ».

Selon **Rousseau**, le **premier Etat religieux de l’humanité était le polythéisme**. Chaque peuple avait son dieu d’où une **parfaite identité entre cohésion politique et cohésion religieuse**. La rupture est introduite par les juifs avec le **monothéisme**, le pouvoir spirituel ayant désormais à vocation universelle et le pouvoir temporal à vocation nationale. **Chaque Etat cesse donc d’en être un, d’où la nécessité de mettre un terme au divorce**. A la suite de **Hobbes** qui avait bien vu le problème, Rousseau prône **l’unité politique, cad l’union de la religion civile et de l’Etat**.

Ainsi, **la religion civile est instaurée et imposée à tous**. Dès lors, **Rousseau** peut se montrer tolérant avec les religions proprement dites, mais **primauté absolue qui est la tolérance religieuse et la supériorité du politique et de l’Etat fondé sur la religion civile**.

* 1. **LA RECEPTION DE L’ŒUVRE POLITIQUE DE ROUSSEAU**
     1. ***ROUSSEAU, THEORICIEN DE LA REVOLUTION FRANCAISE ?***

**Gavroche** : « ***la faute à Rousseau*** », ou Rousseau théoricien de la révolution française.

Dans la postérité immédiate de Rousseau, on **trouve la génération entrée de plein pied dans la révolution française**: on a longtemps interprété la pensée politique de Rousseau à la lumière de l’expérience révolutionnaire, en cherchant dans sa pensée politique des antécédents des courants et formations politiques qui se sont affirmés pendant la RF, tout particulièrement avec le jacobinisme.

**Il existe des points communs entre la pensée de Rousseau et les jacobins :**

* Le jacobinisme a fait sien certaines idées de Rousseau, comme par exemple le concept de volonté générale, une et indivisible, mais aussi la notion de souveraineté du peuple ou encore l’exaltation de la cité-patrie. Donc, **continuités conceptuelles**.
* Selon **Philippe Nemo**, en transposant au profit du peuple les **préjugés de soumission au monarque absolu** qui n’existaient que trop dans les mentalités du temps, en donnant une **justification doctrinale au décret tyrannique de la foule**, Rousseau (comme l’a montré **Constant**) aurait facilité la tâche de ceux qui, sous la RF, allaient être candidats à l’exercice d’une dictature au nom du peuple.

**Il existe aussi des différences :**

* Rousseau ne concevait la République que dans le cadre de petites cité-Etats fermées sur elles-mêmes et pratiquant la démocratie directe. Il trouvait par contre la **République inadaptée aux grandes nations modernes, et à la pratique de la représentation.**
* Les Jacobins, à commencer par Robespierre ou Saint-Just, ne furent pas les seuls à se réclamer de Rousseau. Ils partageaient cette admiration avec de **nombreux girondins**. La pensée contre-révolutionnaire elle-même a puisé des arguments dans Rousseau, **contre l’installation de la démocratie dans une grande nation moderne.**

**Tout au long du XIX, l’œuvre politique de Rousseau a influencé aussi idéologies romantiques qui réunissaient la revendication des libertés démocratiques avec la sensibilisation du problème des inégalités sociales et le sentiment national.**

* + 1. ***ROUSSEAU, PRECURSEUR DU TOTALITARISME ?***

Le **rousseauisme comme précurseur du jacobinisme n’a pas échappé aux controverses assez récentes auxquelles l’histoire de la révolution jacobine a donné lieu**. Certains se sont attelés aussi a donné lieu à des polémiques virulentes qui présentent la dictature montagnarde comme une préfiguration des régimes totalitaires, la **guerre de Vendée** étant vue comme **le premier génocide de l’histoire contemporaine**.

Un certain nombre de commentateurs, de spécialistes des histoires des idées politiques ont dénoncé la **métaphysique historiciste qui a eu inéluctablement comme conséquence de Platon à Hegel ou Marx, des formes de pensées totalitaires**. On a donc voulu déceler dans l’œuvre de Rousseau les **antécédents de certaines idées totalitaires.**

**A ce courant se rattache Philippe Nemo. Il range Rousseau parmi les adversaires de la tradition démocratique et libérale, et il avance deux arguments :**

* Rousseau serait l’auteur d’une théorie de la volonté générale comme négation de la nécessité du pluralisme dans l’Etat. L’existence d’opinions diverses paraissant comme un obstacle gênant à l’expression de cette volonté générale, faisant de Rousseau un adversaire de la démocratie.
* Rousseau condamnerait aussi implicitement la propriété. Ainsi, il voudrait que **tous les droits naturels individuels soient abolis au moment du passage à l’état civil**, en contradiction avec le principe du libéralisme.
* Il y aurait aussi chez Rousseau une justification doctrinale à la dictature au nom du peuple.

**Il faut reconnaître que ce débat parait assez confus, et sombre facilement dans l’anachronisme en projetant sur l’œuvre de Rousseau des concepts, des problèmes et des interrogations qui sont propres à notre époque et non la sienne. Pour comprendre la pensée de Rousseau, il faut partir de son temps : la pensée participe à sa manière avec ses hésitations et ses ambiguïtés à l’émergence de la démocratie moderne, émergence à peine entamée au XVIIIe siècle. D’autre part, Rousseau a formulé des questions qui dépassent son époque et qui restent aujourd’hui pertinentes, à savoir les rapports entre la politique et la morale, entre l’affermissement des libertés individuelles et l’exigence de justice et de solidarité.**

**CHAPITRE 3**

**LA PRESENTATION DE LA PENSEE D’ADAM SMITH**

**Pensée libérale et contemporaine, dont la perspective de Smith va être fondamentale.**

1. **DES ELEMENTS BIOGRAPHIQUES SUR ADAM SMITH (1723-1790)**

**Le père d’Adam Smith était un douanier écossais et va mourir le 5 janvier 1723, laissant veuve de 17 ans sa femme alors enceinte.** Effectivement, Smith va naître 5 mois après la mort de son père le **5 juin 1723** **en Ecosse**.

Le jeune **Adam Smith** apparaît comme **un enfant introverti, subissant l’amour exclusif de sa mère au physique disgracieux avec une tendance affirmée au bégaiement**. C’est en fait **un pur esprit** qui va étudier la **philosophie, la littérature** à l’université de Glasgow en Ecosse puis au Balliol College jusqu’en **1746**. A cet institut d’Oxford, il va se consacrer à l’enseignement et à l’écriture et est nommé en **1751** à l’université de Glasgow où il devient **le père de la philosophie morale**. Il se lie dans le même temps d’amitié avec le **philosophe anglais** **David Hume**, personnage déjà rencontré dans l’entourage de Rousseau.

En **1763**, âgé de 40 ans, Adam Smith va accepter la proposition d’un homme politique influent du nom de Charles Tousent (?) de devenir **le précepteur de l’un de ses beaux-fils**. Avec son élève, il va **voyager en Europe Continentale** de **1764 à 1766**. En **France**, il est amené à séjourner à Toulouse et est alors traumatisé par **l’affaire Calas** qui avait entraîné la condamnation d’un protestant accusé de meurtre sur la base d’une accusation se fondant sur son appartenance à la religion calviniste et intervention de **Voltaire**. De Toulouse, se rend à Paris et **rentre en Ecosse en 1766** où il va s’enfermer durant une décennie pour rédiger son œuvre maitresse : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, **1776**.

Cet ouvrage est publié donc à un moment où la Grande-Bretagne plaît à un véritable décollage lors de la Révolution Industrielle, dans laquelle il a joué un précurseur. Cet ouvrage donc vaut à Adam Smith d’être **considéré comme le père de la pensée économique moderne** et de **l’économie politique**. Adam Smith devient **commissaire aux douanes** à Edinburg, et le **Lord recteur de l’université de Glasgow** de 1787 à 1789.

Il meurt le **10 juillet 1790** à **Edinburg**, dans un **oubli relatif** puisqu’il a refusé les honneurs les plus prestigieux mais il a tout de même laissé dernière lui **une œuvre qui contribuait à sa réputation**.

1. **LE CONTENU DE SA PENSEE ECONOMIQUE**
   1. **LES INSPIRATEURS DE LA PENSEE DE SMITH**

La publication en **1776** de son grand ouvrage sur la richesse des nations à d’entrée de jeu **occulté tous les écrits antérieurs**, en particulier ceux de l’école des physiocrates qui ont précédé la réflexion d’Adam Smith. Son livre va donc servir de **guide aux prochaines générations d’économistes** et fournir à toutes ces générations le **point de départ de leur réflexion**.

**Plusieurs raisons vont expliquer la place unique de cet ouvrage :**

* Sa très grande valeur littéraire. Le livre est **bien écrit**, récent, intéressant, vivant, nourri de faits précis et pertinents. Il aborde les **questions les plus actuelles** qui préoccupent ses contemporains comme la **question du régime colonial** et aussi la question du **régime des grandes compagnies commerçantes**. Il aborde aussi la question du système mercantile, de l’organisation monétaire ou encore du dépôt.
* Smith a pris les idées de ses prédécesseurs pour les fondre dans un système plus général. Il a donc pris leurs réflexions les plus importantes, mais en **substituant à leur vue fragmentaire une véritable philosophie sociale et économique**. Il emprunte donc beaucoup à ses prédécesseurs et contemporains, sans pour autant que sa crédibilité en soit atteinte. Il va faire de **larges emprunts** à **David Hume** dans ses essais relatifs à la monnaie, également à **Bernard de Mandeville** (1670-1733), auteur de *La fable des abeilles*. Il va donc reprendre ses écrits, ancien médecin hollandais d’origine française et a publié au début du XVIIIe ce texte. L’idée du livre est tenue dans son sous-titre : *vices privés, bénéfices publics*. La thèse de Mandeville est la suivante : en se montrant égoïste et dépensier, tout individu génère la prospérité commune et ces dépenses nourrissent la demande, permettant une cohésion sociale. C’est une **pensée provocatrice**, qui renie les vertus des puritains et des calvinistes anglais du XVIIe et de faire de l’intérêt un élément de cohésion sociale plus fort que le dévouement et le sacrifice ainsi que **de faire de la dépense un facteur de richesse plus que l’épargne**.
* Les emprunts d’Adam Smith aux physiocrates qu’il a connu pendant son séjour à Paris en 1765. Les physiocrates ont rendu la liberté du commerce, et **la brièveté des relations entre les deux n’a pas empêché les physiocrates d’exercer une influence profonde sur lui**. Il a fréquenté deux des physiocrates les plus en vue : **Turbot** et **Quesnay**. Dans ses conversations avec eux, **Adam Smith** a puisé une vision bien précise de leurs idées et leur a empruntés en particulier leurs idées de la **distribution du revenu annuel entre les diverses classes de la nation**. Ceci dit, Smith va dépasser la pensée des physiocrates et va **travailler une vue d’ensemble beaucoup plus large** que celle des physiocrates.
  1. **LA DIVISION DU TRAVAIL**

**Pour Adam Smith, le travail est la véritable source de la richesse.**

Smith a effectivement voulu dès le début **marqué l’opposition de sa doctrine avec celle des physiocrates**. Puisque c’est le **travail en général** et non la terre seulement (affirmation des physiocrates) qui enfantent des richesses, ce ne sera pas le travail de la seule classe des agriculteurs mais **le travail de toutes les classes, de la nation toute entière**. La richesse annuelle créée dans un pays est l’effet du travail commun de tous ceux qui y travaillent. Cette **richesse va résulter de la coopération de tous les travailleurs**.

Il y a là dans la pensée d’Adam Smith une différence essentielle avec la pensée des physiocrates qui **différenciaient la classe productive, les producteurs, et les classes stériles**. La richesse résulte donc de tous les travailleurs et implique une coopération entre eux.

**Cette coopération entre les classes humaines va se réaliser sous une forme particulière qu’est la division du travail.**

Effectivement, le mérite original de Smith est d’avoir mis en lumière et donner des bases à ce fait fondamental : **la division du travail**, dont la constatation aujourd’hui apparaît comme une banalité. Cette division est **l’institution par laquelle s’effectue sans effort et naturellement la coopération des hommes dans la création du produit national**. Donc, chaque homme au lieu de pouvoir à tous ses besoins ne fait qu’un seul produit qu’il échange ensuite contre ce qui lui manque.

Donc, **énorme accroissement des richesses et Smith analysant la puissance de la division du travail va l’attribuer à trois causes principales :**

* La dextérité **acquise par chaque travailleur** qui est confiné dans un seul domaine, dans une seule besogne identique.
* Gain de temps, réalisé en **évitant justement de passer sans intérêt d’une occupation à une autre**.
* Les inventions et les perfectionnements, que **le fait d’être absorbé par ce travail suggère naturellement à ceux qui l’exécutent tous les jours.**

**Cependant, la division du travail se heurte à deux limites :**

* Extension du marché. Quand le marché est trop petit, **personne n’est encouragé à se consacrer entièrement à un seul travail donc le marché freine la division du travail**.
* Accumulation du capital. La **division du travail sera facilitée par l’accumulation du capital** et un industriel dans son usine pourra le faire d’autant que ces capitaux seront plus puissants.

A la différence des physiocrates donc qui représentaient le monde économique comme une série de classes superposées les unes aux autres, les agriculteurs portant tout le reste de la société sur leurs épaules ; Smith va **envisager la production sociale dans son ensemble comme résultant d’une série d’entreprises juxtaposées et complémentaires**. Les progrès de chaque activité sont étroitement liés les uns aux autres, et la conséquence pratique est que **l’impôt pourrait retomber sur toutes les classes**, et à l’impôt unique, **Adam Smith va opposer l’impôt multiple en le défendant qui frappe donc toutes les sources de revenus : le travail et le capital, mais aussi la terre**. C’est la règle de la proportionnalité de chacun.

Ceci dit, **Smith n’est pas totalement coupé de l’influence des physiocrates** : il admet par exemple que le **travail des artisans et des commerçants est moins productif que celui des agriculteurs et ouvriers agricoles** car les fermiers et les ouvriers agricoles non seulement reconstituent le capital employé à profit, et parviennent aussi à fournir une rente aux propriétaires. Donc, Smith défend l’idée que dans l’agriculture, **la nature travaille avec l’homme d’où le phénomène de la rente du sol**. Il semble ignoré paradoxalement que dans l’industrie, l’eau, le vent, l’électricité sont aussi des forces naturelles qui composent avec l’homme. Donc, **traitement inégal même chez AS entre agriculture et industrie**. La Révolution industrielle a à peine commencé lors de la publication en 1776, donc cet ouvrage est loin de constituer un manifeste en faveur d’une nouvelle conception. Les négociants et manufacturiers sont moins importants alors que **les intérêts des propriétaires fonciers et ouvriers agricoles lui apparaissent en accord avec l’intérêt général du pays.**

**Smith n’est donc pas un précurseur de l’industrialisme naissant, mais tient au contraire à l’agriculture. Il ne perd pas une occasion d’en montrer la primauté.**

* 1. **LA THEORIE DE LA MAIN INVISIBLE**

**Antécédent : *la fable des abeilles* de Mandeville.**

1. **QUELQUES CONSIDERATIONS SUR SON INFLUENCE POLITIQUE**